

49 (1956) Nr. 1

# TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

---

---

JAARGANG 1957 Nr. 66

---

---

A. TITEL

*Douaneovereenkomst met betrekking tot carnets E.C.S. voor handelsmonsters en handelsstalen, met Protocol van ondertekening en Bijlage;  
Brussel, 1 maart 1956*

## CONVENTION DOUANIÈRE SUR LES CARNETS E.C.S. POUR ÉCHANTILLONS COMMERCIAUX

Les Gouvernements signataires de la présente Convention,

Désireux de faciliter l'importation temporaire et l'exportation temporaire des échantillons commerciaux,

Tenant compte des objectifs de la Convention internationale pour faciliter l'importation des échantillons commerciaux et du matériel publicitaire, conclue à Genève le 7 novembre 1952 et ouverte à la signature à la date du 1er février 1953,

Sont convenus de ce qui suit:

### Article I

Pour l'application de la présente Convention:

- (a) Le terme „échantillons” désigne les articles qui sont représentatifs d'une catégorie déterminée de marchandises déjà produites ou qui sont des modèles de marchandises dont la fabrication est envisagée, à la condition:
- (1) qu'ils appartiennent à une personne établie à l'étranger et qu'ils soient importés dans le seul but d'être présentés ou de faire l'objet d'une démonstration dans le territoire d'importation, en vue de rechercher des commandes de marchandises qui seront expédiées de l'étranger;
  - (2) qu'ils ne soient ni vendus, ni affectés à leur usage normal, sauf pour les besoins de la démonstration, ni utilisés de quelque manière que ce soit en location ou contre rémunération pendant leur séjour dans le territoire d'importation;
  - (3) qu'ils soient destinés à être réexportés en temps utile, et
  - (4) qu'ils soient susceptibles d'être identifiés lors de leur exportation;
- mais à l'exclusion des articles identiques introduits par la même personne ou expédiés au même destinataire en quantités telles que, pris dans leur ensemble, ils ne constituent plus des échantillons selon les usages normaux du commerce.
- (b) Par „droits à l'importation”, il faut entendre les droits de douane et tous autres droits et taxes perçus à l'importation ou à l'occasion de l'importation, ainsi que tous les droits d'accise et taxes intérieures dont sont passibles les articles importés, à l'exclusion toutefois des redevances et impositions

## **CUSTOMS CONVENTION REGARDING E.C.S. CARNETS FOR COMMERCIAL SAMPLES**

The Governments signatory to the present Convention,

Desiring to facilitate the temporary importation of commercial samples,

Having regard to the aims of the International Convention to facilitate the Importation of Commercial Samples and Advertising Material drawn up at Geneva on 7th November, 1952, and opened for signature on 1st February, 1953,

Have agreed as follows:

### **Article I**

For the purposes of the present Convention:

- (a) The term "samples" means articles which are representative of a particular category of goods already produced or are examples of goods the production of which is contemplated, on condition that they:
- (1) are owned abroad and are imported solely for the purpose of being shown or demonstrated in the territory of importation for the soliciting of orders for goods to be supplied from abroad; and
  - (2) are not sold or put to normal use except for purposes of demonstration or used in any way for hire or reward while in the territory of importation; and
  - (3) are intended to be re-exported in due course; and
  - (4) are capable of identification on re-exportation;

but does not include identical articles brought in by the same individual, or sent to a single consignee, in such quantity that, taken as a whole, they no longer constitute samples under ordinary commercial usage.

- (b) The term "import duties" means customs duties and all other duties and taxes payable on or in connection with importation, and shall include all internal taxes and excise duties chargeable on imported goods, but shall not include fees and charges which are limited in amount to the appro-

qui sont limitées au coût approximatif des services rendus et qui ne constituent pas une protection indirecte des produits nationaux ou des taxes de caractère fiscal à l'importation.

- (c) Par „carnet E.C.S.” (Echantillons commerciaux — Commercial Samples), il faut entendre le document établi sous ce titre par le Conseil et reproduit à l'Annexe de la présente Convention. Les mentions imprimées dans ce document doivent être rédigées en français, en anglais et, en outre, le cas échéant, dans la langue officielle ou l'une des langues officielles du pays d'émission.
- (d) Par „association agréée”, il faut entendre une association agréée par les autorités douanières de l'une des Parties Contractantes pour l'émission des carnets E.C.S. ou pour la garantie du paiement des droits à l'importation et des autres sommes visés à l'Article II de la présente Convention.
- (e) Par „association émettrice”, il faut entendre une association agréée qui délivre les carnets E.C.S. dans le pays de la première exportation des échantillons.
- (f) Par „association garante”, il faut entendre une association agréée du pays d'importation qui garantit le paiement des droits à l'importation et des autres sommes visés à l'Article II de la présente Convention.
- (g) Par „Convention portant création du Conseil”, il faut entendre la Convention portant création du Conseil de Coopération Douanière, conclu à Bruxelles le 15 décembre 1950.
- (h) Par „Conseil”, il faut entendre le Conseil de Coopération Douanière auquel il est fait allusion au paragraphe (g) du présent Article.

## Article II

1. Chaque association garante garantit aux autorités douanières du territoire dans lequel elle a son siège, le paiement du montant des droits à l'importation et autres sommes visés au paragraphe 4 du présent Article, exigibles pour les échantillons importés dans ce pays sous couvert de carnets E.C.S. délivrés par l'association émettrice correspondante. L'association garante n'est pas tenue au paiement d'une somme supérieure de plus de 10 % au montant des droits à l'importation.
2. Les carnets E.C.S. sont délivrés par des associations émettrices. Ils ne peuvent être délivrés qu'à des personnes physiques ou morales résidant dans le pays d'émission et qui peuvent prouver leur qualité, soit de fabricant ou de commerçant, soit de représentant ou d'agent de fabricant ou de commerçant.

ximate cost of services rendered and do not represent an indirect protection to domestic products or a taxation of imports for fiscal purposes.

- (c) The term "E.C.S. carnet" (Echantillons commerciaux — Commercial Samples) means the document drawn up under that description by the Council, reproduced as the Annex to the present Convention. This document shall be printed in French, English and the official language, or one of the official languages, of the country of issue.
- (d) The term "approved association" means an association approved by the Customs authorities of any Contracting Party for the issue of E.C.S. carnets or for the provision of the guarantee of the payment of the import duties and other charges referred to in Article II of the present Convention.
- (e) The term "issuing association" means an approved association which issues E.C.S. carnets in the country of original exportation of the samples.
- (f) The term "guaranteeing association" means an approved association in the country of importation which provides the guarantee for the payment of the import duties and other charges referred to in Article II of the present Convention.
- (g) The term "the Convention establishing the Council" means the Convention establishing the Customs Co-operation Council done at Brussels on 15th December, 1950.
- (h) The term "the Council" means the Customs Co-operation Council referred to in sub-paragraph (g) of this Article.

## Article II

1. Each guaranteeing association shall guarantee to pay to the Customs authorities of the territory in which it is established the amount of the import duties and other charges referred to in paragraph 4 of this Article which may become due in respect of samples imported into that country under cover of E.C.S. carnets issued by a corresponding issuing association. The liability of the guaranteeing association shall not exceed the amount of the import duties by more than ten per cent.
2. E.C.S. carnets shall be issued by issuing associations. Carnets shall be issued only to persons, natural or legal, resident in the country of issue who can establish that they are manufacturers or traders or representatives or employees of manufacturers or traders.

3. Par dérogation au paragraphe 2 du présent Article, les associations émettrices peuvent délivrer des carnets aux personnes qui ne résident pas dans le pays de délivrance, si les autorités douanières du pays d'importation temporaire reconnaissent la validité des carnets ainsi délivrés.
4. Chaque Partie Contractante acceptera tout carnet E.C.S. valable pour son territoire, délivré et utilisé dans les conditions définies dans la présente Convention, en garantie du montant des droits à l'importation et des autres sommes (autres que les redevances et impositions visées au littera (b) de l'Article I de la présente Convention), qui pourraient être exigibles du fait de l'importation des échantillons. Ces échantillons doivent être admissibles au bénéfice de la franchise temporaire dans le territoire d'importation et doivent être importés par une personne physique résidant dans le territoire d'une autre Partie Contractante.
5. Par dérogation au paragraphe 4 du présent Article, il sera loisible aux Parties Contractantes d'accepter, dans les conditions qu'elles déterminent, les carnets E.C.S. pour les échantillons non accompagnés ou pour des échantillons présentés par une personne physique résidant dans leur propre territoire.

### Article III

Sont admis au bénéfice de la franchise des droits à l'importation et ne sont soumis à aucune prohibition ou restriction d'importation, les carnets E.C.S. ou parties de carnets E.C.S. destinés à être délivrés dans le pays d'importation des dits carnets et qui sont expédiés aux associations agréées, se chargeant de la délivrance de ces carnets, par une association étrangère correspondante, par une organisation internationale ou par les autorités douanières d'une Partie Contractante. Des facilités analogues sont accordées à l'exportation.

### Article IV

L'association émettrice doit indiquer, le cas échéant, sur la couverture et sur les volets d'entrée du carnet, les pays pour lesquels celui-ci n'est pas valable.

### Article V

Les associations émettrices ne peuvent délivrer des carnets E.C.S. dont la durée de validité excède une année à compter du jour de leur délivrance.

### Article VI

Aucun article ne peut, après la délivrance du carnet E.C.S. par une association émettrice, être ajouté à la liste des échantillons énumérés au verso de la couverture de ce carnet.

3. Notwithstanding the provisions of paragraph 2 of this Article, issuing associations may issue carnets to persons not resident in the country of issue if the Customs authorities of the country of temporary importation agree to accept carnets so issued.
4. Each Contracting Party shall, in the case of samples which are imported into its territory by a natural person resident in the territory of another Contracting Party and which qualify for temporary admission into its territory free of import duties, except, as due security for the amount of the import duties and of other charges (other than the fees and charges mentioned in sub-paragraph (b) of Article I of the present Convention) which may arise as a result of the temporary duty-free importation of such samples, E.C.S. carnets valid for its territory and issued and used in accordance with the conditions laid down in this Convention.
5. Notwithstanding the provisions of paragraph 4 of this Article, Contracting Parties may accept E.C.S. carnets, under such conditions as they may determine, for unaccompanied samples or for samples imported by a natural person resident in their territory.

#### Article III

E.C.S. carnets or parts of E.C.S. carnets intended to be issued in the country into which the carnets are imported and which are sent to an approved association concerned with the issue of such carnets by a corresponding foreign association, by an international organisation or by the Customs authorities of a Contracting Party, shall be admitted free of import duties and free of any import prohibition or restriction. Corresponding facilities shall be granted at exportation.

#### Article IV

If applicable, the issuing association shall indicate on the cover and on the importation vouchers of the carnet the countries in which it is not valid.

#### Article V

Issuing associations shall issue E.C.S. carnets with a period of validity not exceeding one year from the date of issue.

#### Article VI

Once an E.C.S. carnet has been issued by an issuing association no extra item shall be added to the list of samples enumerated on the reverse of the cover of the carnet.

## Article VII

1. Les échantillons importés sous le couvert d'un carnet E.C.S. doivent être réexportés à l'identique, dans le délai de validité de ce titre et dans le délai déterminé par les autorités douanières du pays d'importation temporaire. Ce dernier délai ne pourra, en aucun cas, excéder le délai de validité du carnet.
2. Les échantillons placés sous le couvert d'un carnet E.C.S. et exportés ou importés en une seule fois, doivent être réimportés ou réexportés en une seule fois, sous réserve des exceptions admises par les autorités douanières des pays intéressés.
3. La preuve de la réexportation est fournie par le certificat de réexportation apposé sur le carnet E.C.S. par les autorités douanières du pays où les échantillons ont été importés temporairement.

## Article VIII

1. Au cas où les autorités douanières d'une Partie Contractante dispensent de la réexportation certains des échantillons admis sur leur territoire sous le couvert d'un carnet E.C.S., l'association garante n'est déchargée de ses obligations que lorsque les autorités douanières du pays d'importation temporaire ont certifié, sur le carnet lui-même, que la situation de ces échantillons a été régularisée.
2. Lorsque les échantillons importés temporairement ne peuvent être réexportés par suite d'une saisie différente de celles qui sont pratiquées à la requête de particuliers, l'obligation de réexportation, dans les délais fixés à l'Article VII de la présente Convention, est suspendue pendant la durée de la saisie.
3. Autant que possible, les autorités douanières notifient à l'association garante les saisies pratiquées par elles ou à leur requête sur des échantillons placés sous le couvert d'un carnet E.C.S. garanti par cette association et l'avisent des mesures qu'elles entendent adopter.

## Article IX

Lorsque les autorités douanières d'une Partie Contractante ont constaté sans réserve la réexportation d'échantillons couverts par un carnet E.C.S., elles ne peuvent plus réclamer à l'association garante, en ce qui concerne ces échantillons, le paiement des sommes visées à l'Article II de la présente Convention. Cependant une réclamation en garantie peut encore être faite à l'association garante s'il est établi ultérieurement que le certificat de réexportation a été obtenu irrégulièrement.



## Article VII

1. The samples imported under cover of an E.C.S. carnet shall be re-exported in the same general state within the period of validity of the carnet and within the period determined by the Customs authorities of the country of temporary importation, which shall not, in any case, exceed the period of validity of the carnet.
2. Samples covered by an E.C.S. carnet which are exported or imported in one consignment, shall also be re-imported or re-exported in one consignment unless the Customs authorities of the countries concerned allow otherwise.
3. Evidence of re-exportation shall be provided by the re-exportation certificate completed in the E.C.S. carnet by the Customs authorities of the country into which the samples were temporarily imported.

## Article VIII

1. In any case in which the Customs authorities of a Contracting Party waive the requirement of re-exportation of certain samples admitted into their territory under cover of an E.C.S. carnet, the guaranteeing association shall be discharged from its obligations only when the Customs authorities of the country of temporary importation have certified in the carnet that the position regarding samples not re-exported has been regularised.
2. When samples temporarily imported cannot be re-exported as a result of a seizure, other than a seizure made at the suit of private persons, the requirement of re-exportation within the periods provided for in Article VII of the present Convention shall be suspended for the duration of the seizure.
3. The Customs authorities shall notify, so far as possible, to the guaranteeing association, seizures made by or on behalf of the Customs authorities of samples admitted under cover of E.C.S. carnets guaranteed by that association and shall advise it of the measures they intend to take.

## Article IX

When the Customs authorities of a Contracting Party have unconditionally certified the re-exportation of samples in an E.C.S. carnet they can no longer claim from the guaranteeing association payment of the amounts referred to in Article II of the present Convention in respect of these samples. A claim may nevertheless still be made against the guaranteeing association if it is subsequently discovered that the certificate of re-exportation was obtained im-

gulièrement ou frauduleusement ou s'il y a eu violation des conditions auxquelles l'importation temporaire est subordonnée.

#### Article X

Les visas des carnets E.C.S., utilisés dans les conditions prévues par la présente Convention, ne donnent pas lieu au paiement d'une rémunération pour les services des douanes lorsqu'il est procédé à cette opération dans les bureaux ou postes de douane et pendant les heures normales d'ouverture de ces derniers.

#### Article XI

1. Si un carnet E.C.S. n'a pas été régulièrement déchargé, les autorités douanières du pays d'importation temporaire pourront accepter comme preuve de la réexportation des échantillons, même après la péremption du carnet, et sous réserve des preuves contraires dont disposeraient les dites autorités:
  - (a) les mentions portées par les autorités douanières d'une autre Partie Contractante sur le carnet E.C.S. lors de la réimportation dans le pays de départ, à la condition que ces mentions se rapportent à une réimportation dont on peut établir qu'elle a bien eu lieu après la réexportation qu'elle est appelée à prouver;
  - (b) un certificat des autorités douanières d'une autre Partie Contractante basé sur des mentions portées sur un volet détaché du carnet, lors de l'importation sur leur territoire, à la condition que ces mentions se rapportent à une importation dont on peut établir qu'elle a bien eu lieu après la réexportation qu'elle est appelée à prouver.
2. Les autorités douanières du pays d'importation temporaire pourront aussi admettre toute autre preuve établissant que les échantillons se trouvent hors de ce pays.
3. En cas de destruction, perte ou vol d'un carnet E.C.S. se rapportant à des échantillons qui se trouvent dans le territoire d'une des Parties Contractantes, les autorités douanières de cette Partie Contractante, accepteront, à la demande de l'association émettrice, et sous réserve des conditions que ces autorités imposeraient, un titre de remplacement dont la validité expirera à la même date que le carnet remplacé.

#### Article XII

Dans les cas visés à l'Article XI de la présente Convention, les autorités douanières se réservent le droit de percevoir une taxe de régularisation.

properly or fraudulently or that there had been a breach of the conditions of temporary importation.

#### Article X

Customs certificates on E.C.S. carnets used under the conditions laid down in the present Convention shall not be subject to the payment of charges for Customs attendance at Customs offices and posts during the normal business hours.

#### Article XI

1. If an E.C.S. carnet has not been regularly discharged, the Customs authorities of the country of temporary importation may, even if the carnet has expired, accept as evidence of re-exportation of the samples, unless they are in possession of positive evidence of non-re-exportation:
  - (a) the particulars entered by the Customs authorities of another Contracting Party on the E.C.S. carnet on re-importation into the country of departure, provided that the particulars relate to a re-importation which can be proved to have taken place after the re-exportation which it is intended to establish;
  - (b) a certificate by the Customs authorities of another Contracting Party which is based on the particulars contained in a voucher which has been detached from the carnet on importation into the territory of that Contracting Party, provided that the particulars relate to an importation which can be proved to have taken place after the re-exportation which it is intended to establish.
2. The Customs authorities of the country of temporary importation may also accept any other documentary evidence that the samples are outside that country.
3. In the case of the destruction, loss or theft of an E.C.S. carnet while the samples to which it refers are in the territory of one of the Contracting Parties, the Customs authorities of that Contracting Party shall, at the request of the issuing association, subject to such conditions as those authorities may prescribe, accept a replacement document, the validity of which expires on the date of expiration of validity of the carnet which it replaces.

#### Article XII

In the cases referred to in Article XI of the present Convention, the Customs authorities shall have the right to charge a regularisation fee.

## Article XIII

Les autorités douanières n'exigeront en aucun cas de l'association garante le paiement des droits à l'importation et autres sommes visés à l'Article II de la présente Convention, si la réclamation n'a pas été faite à cette association avant le délai d'un an à compter de la date de péremption de la validité du carnet.

## Article XIV

1. Les associations garantes ont un délai de six mois à compter de la notification de la non-décharge d'un carnet E.C.S. pour fournir la preuve de la réexportation des échantillons dans les conditions prévues par la présente Convention.
2. Si cette preuve n'est pas fournie dans le délai prescrit, l'association garante consigne immédiatement ou verse à titre provisoire le montant des droits à l'importation et autres sommes visés à l'Article II de la présente Convention. Cette consignation ou ce versement devient définitif à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la date de la consignation ou du versement provisoire. Pendant ce dernier délai, l'association garante peut encore, en vue de la restitution des sommes consignées ou versées, bénéficier des facilités prévues au paragraphe précédent.
3. Pour les pays dont la réglementation ne comporte pas le régime de la consignation ou du versement provisoire des droits à l'importation, les paiements qui seraient faits en conformité des dispositions du paragraphe précédent seront considérés comme définitifs, mais leur montant pourra être remboursé lorsque la preuve de la réexportation des échantillons, conformément aux dispositions de la présente Convention, aura été fournie aux autorités douanières.

## Article XV

Aucune disposition de la présente Convention n'exclut le droit pour les Parties Contractantes qui forment une Union douanière ou économique de prévoir des règles particulières applicables aux personnes qui résident dans les pays faisant partie de cette Union.

## Article XVI

En cas de fraude, de contravention ou d'abus, les Parties Contractantes ont le droit, nonobstant les dispositions de la présente Convention, d'intenter des poursuites contre les personnes utilisant un carnet E.C.S., pour recouvrer les droits à l'importation et les sommes reconnus exigibles, ainsi que pour requérir les pénalités dont ces

## Article XIII

Customs authorities shall not in any circumstances require from the guaranteeing association payment of the import duties and other charges referred to in Article II of the present Convention when a claim has not been made against the guaranteeing association within a year of the date of expiry of the validity of the carnet.

## Article XIV

1. The guaranteeing association shall have a period of six months from the date of notification of the non-discharge of an E.C.S. carnet in which to furnish proof of the re-exportation of the samples under the conditions laid down in the present Convention.
2. If such proof is not furnished within the time allowed, the guaranteeing association shall forthwith deposit, or pay provisionally, the amount of the import duties and other charges referred to in Article II of the present Convention. This deposit or payment shall become final after a period of three months from the date of the deposit or provisional payment. During the latter period, the guaranteeing association may still avail itself of the facilities provided by the preceding paragraph with a view to repayment of the sums deposited or paid.
3. For countries whose regulations do not provide for the deposit or provisional payment of import duties, payments made in conformity with the provisions of the preceding paragraph will be regarded as final, it being understood that the sums paid may be refunded when proof of the re-exportation of the samples under the conditions laid down in the present Convention has been furnished to the Customs authorities.

## Article XV

Nothing in this Convention shall prevent Contracting Parties which form a customs or economic union from enacting special provisions applicable to residents of the States forming that union.

## Article XVI

In the event of fraud, contravention or abuse, the Contracting Parties shall, notwithstanding the provisions of this Convention, be free to take proceedings against persons using E.C.S. carnets for the recovery of the import duties and other charges payable and also for the imposition of any penalties to which such persons have

personnes se seraient rendues passibles. Dans ce cas, les associations doivent prêter leur concours aux autorités douanières.

#### Article XVII

Les dispositions de la présente Convention s'appliquent également aux films cinématographiques positifs, de caractère publicitaire, d'une largeur ne dépassant pas 16 mm., lorsqu'il sera établi, à la satisfaction des autorités douanières, qu'il s'agit de films reproduisant essentiellement des photographies (avec ou sans bande sonore) montrant la nature ou le fonctionnement de produits ou de matériels dont les qualités ne peuvent être convenablement démontrées par des échantillons ou des catalogues, à la condition que ces films:

- (a) se rapportent à des produits ou matériels mis en vente ou en location par une personne établie sur le territoire d'une autre Partie Contractante;
- (b) soient de nature à être présentés à des clients éventuels et non dans des salles publiques, et
- (c) soient importés dans un colis ne contenant pas plus d'une copie de chaque film et ne faisant pas partie d'un envoi de films plus important.

#### Article XVIII

1. Tout différend entre Parties Contractantes en ce qui concerne l'interprétation ou l'application de la présente Convention sera, autant que possible, réglé par voie de négociations directes entre les dites Parties.
2. Tout différend qui ne sera pas réglé par voie de négociations directes sera porté, par les Parties en cause, devant le Comité Technique Permanent du Conseil qui l'examinera et fera des recommandations en vue de son règlement.
3. Si le Comité Technique Permanent ne peut régler le différend, il le portera devant le Conseil qui fera des recommandations conformément à l'Article III (e) de la Convention portant création du Conseil.
4. Les parties au différend peuvent convenir d'avance d'accepter les recommandations du Comité ou du Conseil.

#### Article XIX

La présente Convention sera ouverte jusqu'au 30 septembre 1956 à la signature de tout Gouvernement qui est Partie Contractante à la Convention portant création du Conseil.

rendered themselves liable. In such cases, the associations shall lend their assistance to the Customs authorities.

### Article XVII

The provisions of the present Convention shall also apply to positive cinematograph advertising films of a width not exceeding 16 mm. shown to the satisfaction of the Customs authorities to consist essentially of photographs (with or without sound track) showing the nature or operation of products or equipment whose qualities cannot be adequately demonstrated by samples or catalogues, provided that the films:

- (a) relate to products or equipment offered for sale or for hire by a person established in the territory of another Contracting Party; and
- (b) are of a kind suitable for exhibition to prospective customers but not for general exhibition to the public; and
- (c) are imported in a packet which contains not more than one copy of each film and which does not form part of a larger consignment of films.

### Article XVIII

1. Any dispute between Contracting Parties concerning the interpretation or application of the present Convention shall so far as possible be settled by negotiation between them.
2. Any dispute which is not settled by negotiation shall be referred by the Contracting Parties in dispute to the Permanent Technical Committee of the Council which shall thereupon consider the dispute and make recommendations for its settlement.
3. If the Permanent Technical Committee is unable to settle the dispute, it shall refer the matter to the Council which shall make recommendations in conformity with Article III (e) of the Convention establishing the Council.
4. The Contracting Parties in dispute may agree in advance to accept the recommendations of the Committee or Council as binding.

### Article XIX

The present Convention shall be open for signature until 30th September, 1956 by any Government which is a Contracting Party to the Convention establishing the Council.

## Article XX

La présente Convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères de Belgique qui notifiera ce dépôt à tous les Gouvernements signataires et adhérents, ainsi qu'au Secrétaire Général du Conseil.

## Article XXI

1. Trois mois après la date du dépôt, auprès du Ministère des Affaires Etrangères de Belgique, des instruments de ratification de trois Gouvernements, la présente Convention entrera en vigueur à l'égard de ces Gouvernements.
2. Pour tout Gouvernement signataire déposant son instrument de ratification après cette date, la Convention entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt de cet instrument de ratification auprès du Ministère des Affaires Etrangères de Belgique.

## Article XXII

1. Le Gouvernement de tout Etat non signataire de la présente Convention pourra adhérer à celle-ci à partir du 1er octobre 1956, s'il est Partie Contractante à la Convention portant création du Conseil.
2. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères de Belgique qui notifiera ce dépôt à tous les Gouvernements signataires et adhérents, ainsi qu'au Secrétaire Général du Conseil.
3. La présente Convention entrera en vigueur à l'égard de tout Gouvernement adhérent trois mois après la date du dépôt de son instrument d'adhésion, mais pas avant la date de son entrée en vigueur telle qu'elle est fixée au paragraphe 1 de l'Article XXI ci-dessus.

## Article XXIII

1. La présente Convention est conclue pour une durée illimitée, mais toute Partie Contractante pourra la dénoncer à tout moment, douze mois après la date de son entrée en vigueur, telle qu'elle est fixée au paragraphe 1 de l'Article XXI ci-dessus. La dénonciation deviendra effective à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la date de réception de la notification de dénonciation par le Ministère des Affaires Etrangères de Belgique; celui-ci avisera de cette réception tous les Gouvernements signataires et adhérents, ainsi que le Secrétaire Général du Conseil.
2. Tout carnet E.C.S. délivré avant la date d'effet de la dénonciation restera valable et l'association garante restera engagée.



#### Article XX

The present Convention shall be subject to ratification. Instruments of ratification shall be deposited with the Belgian Ministry of Foreign Affairs, which shall notify all signatory and acceding Governments and the Secretary General of the Council of each such deposit.

#### Article XXI

1. Three months after the date on which the Belgian Ministry of Foreign Affairs has received the instruments of ratification of three Governments the present Convention shall come into force in respect of those Governments.
2. For each signatory Government ratifying after that date, the Convention shall come into force three months after the date of the deposit of its instrument of ratification with the Belgian Ministry of Foreign Affairs.

#### Article XXII

1. The Government of any State which is not a signatory to the present Convention but which is a Contracting Party to the Convention establishing the Council may accede to the present Convention as from 1st October, 1956.
2. Instruments of accession shall be deposited with the Belgian Ministry of Foreign Affairs, which shall notify all signatory and acceding Governments and the Secretary General of the Council of each such deposit.
3. The present Convention shall come into force for any acceding Government three months after the date of the deposit of its instrument of accession, but not before it comes into force in accordance with paragraph 1 of Article XXI above.

#### Article XXIII

1. The present Convention is of unlimited duration, but at any time after the expiry of twelve months from its entry into force under paragraph 1 of Article XXI above, any Contracting Party may withdraw therefrom. Withdrawal shall take effect three months after the date of receipt by the Belgian Ministry of Foreign Affairs of a notification of withdrawal. The Belgian Ministry of Foreign Affairs shall notify each withdrawal to all signatory and acceding Governments and to the Secretary General of the Council.
2. Any E.C.S. carnet issued before the date when the withdrawal takes effect shall remain valid, and the guarantee of the guaranteeing association shall hold good.

## Article XXIV

1. Tout Gouvernement peut, soit au moment de la ratification ou de l'adhésion, soit ultérieurement, déclarer par notification au Ministère des Affaires Etrangères de Belgique, que la présente Convention s'étend à l'ensemble ou à certains des territoires dont les relations internationales sont placées sous sa responsabilité; la Convention sera applicable aux dits territoires trois mois après la date de réception de cette notification par le Ministère des Affaires Etrangères de Belgique, mais pas avant la date d'entrée en vigueur de la présente Convention à l'égard de ce Gouvernement.
2. Tout Gouvernement ayant, en vertu du paragraphe 1 du présent Article, accepté la présente Convention pour un territoire dont les relations internationales sont placées sous sa responsabilité peut adresser, au nom de ce territoire, une notification de dénonciation au Ministère des Affaires Etrangères de Belgique, conformément aux dispositions de l'Article XXIII de la présente Convention.
3. Le Ministère des Affaires Etrangères de Belgique informera tous les Gouvernements signataires et adhérents, ainsi que le Secrétaire Général du Conseil, de toute notification reçue par lui au titre du présent article.

## Article XXV

1. Le Conseil peut recommander aux Parties Contractantes des amendements à la présente Convention.
2. Le texte de tout projet d'amendement recommandé par le Conseil sera communiqué à toutes les Parties Contractantes par le Ministère des Affaires Etrangères de Belgique.
3. Tout projet d'amendement qui aura été transmis conformément au paragraphe précédent sera réputé accepté si aucune Partie Contractante ne formule d'objection dans un délai de six mois, à compter de la date à laquelle le Ministère des Affaires Etrangères de Belgique aura transmis le dit projet d'amendement.
4. Le Ministère des Affaires Etrangères de Belgique fera connaître, le plus tôt possible, aux Gouvernements de toutes les Parties Contractantes si une objection a été formulée contre un projet d'amendement et, en l'absence d'objections, l'amendement entrera en vigueur pour toutes les Parties Contractantes trois mois après l'expiration du délai de six mois visé au paragraphe précédent.

## Article XXIV

1. Any Government may at the time of its ratification or accession, or at any time thereafter, declare by notification given to the Belgian Ministry of Foreign Affairs that the present Convention shall extend to any of the territories for whose international relations it is responsible, and the Convention shall extend to the territories named in the notification three months after the date of the receipt thereof by the Belgian Ministry of Foreign Affairs, but not before the Convention has come into force for the Government concerned.
2. Any Government which has made a declaration under paragraph 1 of this Article extending the present Convention to any territory for whose international relations it is responsible may by notification given to the Belgian Ministry of Foreign Affairs withdraw in respect of that territory in accordance with the provisions of Article XXIII of the present Convention.
3. The Belgian Ministry of Foreign Affairs shall inform all signatory and acceding Governments and the Secretary General of the Council of any notification received by it under this Article.

## Article XXV

1. The Council may recommend to Contracting Parties amendments to the present Convention.
2. The text of any proposed amendment recommended by the Council shall be communicated to all Contracting Parties by the Belgian Ministry of Foreign Affairs.
3. Any proposed amendment communicated in accordance with the provisions of the above paragraphs shall be deemed to be accepted if no Contracting Party has notified its objection to such amendments within six months of the date on which the Belgian Ministry of Foreign Affairs has communicated such amendments.
4. The Belgian Ministry of Foreign Affairs shall inform the Governments of all Contracting Parties as soon as possible if an objection has been notified against a proposed amendment and should there have been no objections the amendment shall come into force for all Contracting Parties three months after expiry of the six months referred to in paragraph 3 above.

5. Le Ministère des Affaires Etrangères de Belgique notifiera aux Gouvernements des Parties Contractantes les amendements acceptés ou réputés acceptés.
6. Tout Gouvernement qui ratifie la présente Convention ou y adhère, est réputé avoir accepté les amendements entrés en vigueur à la date du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion.
7. Par dérogation aux dispositions du présent Article, le Conseil établira la procédure d'amendement du carnet E.C.S.

#### Article XXVI

Aucune réserve à la présente Convention ne sera admise.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment mandatés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention.

FAIT à Bruxelles, le 1er mars 1956,  
en langue française et en langue anglaise, les deux textes faisant également foi, en un seul original, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement belge en délivrera des copies certifiées conformes à tous les Gouvernements signataires et adhérents.

---

#### Protocole de signature

Au moment de signer la Convention douanière sur les carnets E.C.S., pour échantillons commerciaux, portant la date de ce jour, les soussignés, dûment mandatés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, font les déclarations suivantes:

1. Les dispositions de la présente Convention établissent des facilités minima. Elles ne mettent pas obstacle à l'application de facilités plus grandes que certaines Parties Contractantes accordent ou accorderaient soit par des dispositions unilatérales, soit en vertu d'accords bilatéraux ou plurilatéraux.
2. Les Parties Contractantes s'engagent à considérer le carnet E.C.S. comme une facilité nouvelle et non comme une obligation s'imposant aux personnes important temporairement des échantillons.
3. Les Parties Contractantes reconnaissent que la bonne exécution de cette Convention requiert l'octroi de facilités aux associations agréées en ce qui concerne le transfert des devises:
  - (a) nécessaires au règlement des sommes réclamées par les autorités douanières d'une des Parties Contractantes;

5. The Belgian Ministry of Foreign Affairs shall notify the Governments of the Contracting Parties of accepted amendments or amendments deemed to have been accepted.
6. Any Government ratifying or acceding to the present Convention shall be deemed to have accepted any amendments which have entered into force at the date of the deposit of its instrument of ratification or accession.
7. Notwithstanding the provisions of this Article, the Council shall establish rules for the amendment of the E.C.S. carnet.

#### Article XXVI

Reservations to this Convention shall not be permitted.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, having been duly authorised thereto by their respective Governments, have signed the present Convention.

DONE at Brussels on the 1st March, 1956, in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single original, which shall be deposited in the archives of the Government of Belgium which shall transmit certified copies thereof to each signatory and acceding Government.

---

#### Protocol of Signature

At the time of signing the Customs Convention regarding E.C.S. carnets for commercial samples of this day's date the undersigned, having been duly authorised thereto by their respective Governments, make the following declarations:

1. The provisions of the present Convention set out the minimum facilities to be accorded. They do not prevent the application of greater facilities which certain Contracting Parties grant or may grant in future by unilateral provisions or in virtue of bilateral and multilateral agreements.
2. The Contracting Parties undertake to consider the E.C.S. carnet as a new facility and not as an obligation binding on persons temporarily importing samples.
3. The Contracting Parties recognise that the good working of this Convention entails the granting of facilities to approved associations in respect of the transfer of currency:
  - (a) to settle claims by the Customs authorities of Contracting Parties;

- (b) lorsqu'il y a restitution de droits à l'importation en conformité des dispositions de l'Article XIV de la Convention;
- (c) nécessaires au paiement des formules de carnet E.C.S. expédiés aux associations agréées par leurs fédérations ou associations correspondantes.

EN FOI DE QUOI, les soussignés ont apposé leur signature au bas du présent Protocole qui fait partie intégrante de la Convention.

FAIT à Bruxelles, le 1er mars 1956.

---

Pour l'Allemagne (République Fédérale d') :	For Germany (Federal Republic of) :
--	--

(s.) Dr. Franz SCHILLINGER

5-6-1956

Pour l'Autriche:

For Austria:

(s.) Dr. Josef STANGELBERGER

5-6-1956

Pour la Belgique:

For Belgium:

(s.) P.-H. SPAAK

1-3-1956

Pour le Danemark:

For Denmark:

(s.) L. TILLITSE

4-7-1956

Pour l'Espagne:

For Spain:

Pour la France:

For France:

(s.) Bernard DUFOURNIER

9-8-1956

- (b) when import duties are repaid in accordance with the provisions of Article XIV of the Convention;
- (c) to pay for blank E.C.S. carnets forwarded to approved associations by their federations or corresponding associations.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned have signed the present Protocol which shall form an integral part of the Convention.

DONE at Brussels on 1st March, 1956.

---

Pour la Grande-Bretagne  
et l'Irlande du Nord:

For Great Britain  
and Northern Ireland:

(s.) George P. LABOUCHERE  
29-5-1956

Pour la Grèce:

For Greece:

Pour l'Irlande:

For Ireland:

(s.) Denis R. Mc. DONALD  
29-9-1956

Pour l'Italie:

For Italy:

(s.) Bon. Michele SCAMMACCA del MURGO  
20-9-1956

Pour le Luxembourg:

For Luxembourg:

(s.) L. SCHAUS  
4-5-1956

Pour la Norvège:

For Norway:

(s.) Otto KILDAL  
29-9-1956

Pour le Pakistan:

For Pakistan:

Pour les Pays-Bas:

For the Netherlands:

(s.) VAN HARINXMA THOE SLOOTEN

29-9-1956

*Voor het Rijk in Europa*

Pour le Portugal:

For Portugal:

(s.) Eduardo VIEIRA LEITAO

*sous réserve de ratification*

17-7-1956

Pour la Suède:

For Sweden:

(s.) Hugo WISTRAND

*sous réserve de ratification*

29-9-1956

Pour la Suisse:

For Switzerland:

(s.) Charles LENZ

*sous réserve de ratification*

7-6-1956

Pour la Turquie:

For Turkey:

(s.) D. TÜRKMEN

11-7-1956

---



## ANNEXE 1)

Modèle du carnet E.C.S.

*Les dimensions sont de  
297 mm. × 420 mm.*

## ANNEX 1)

Model of E.C.S. carnet

*The dimensions are  
297 mm. × 420 mm.*

---

<sup>1)</sup> De Bijlage bestaat uit achtereenvolgens acht gele, twaalf witte en vier gele bladzijden, gebrocheerd in een groen omslag, het geheel 297 mm breed en 420 mm hoog. Iedere gedrukte vermelding daarin is gesteld in het Frans en in het Engels.

In dit *Tractatenblad* zijn alleen afgedrukt:

de voorzijde van het omslag,  
de tweede bladzijde van het omslag,  
de bladzijden 1, 2, 3, 9 en 11 van het carnet,  
de derde bladzijde van het omslag,

en wel de Franse tekst en de Engelse tekst afzonderlijk.

Bladzijde 5 van het carnet is gelijk aan bladzijde 1, met dien verstande dat „No. 1” na „Souche de réimportation” („Export counterfoil”) en „Volet de sortie” („Export voucher”) is vervangen door „No. 2”.

De bladzijden 4, 6, 8, 10, 12, 14, 16, 18, 20, 22 en 24 van het carnet zijn gelijk aan bladzijde 2.

De bladzijden 7, 21 en 23 zijn gelijk aan bladzijde 3, met dien verstande dat „No. 1” na „Souche de réimportation” („Re-importation counterfoil”) en „Volet de réimportation” („Re-importation voucher”) op bladzijde 7 is vervangen door „No. 2” en op de bladzijden 21 en 23 door „No. ....”.

Bladzijde 13 is gelijk aan bladzijde 9, met dien verstande dat „No. 1” na „Souche d'entrée” („Importation counterfoil”) en „Volet d'entrée” („Importation voucher”) is vervangen door „No. 2”.

De bladzijden 15, 17 en 19 zijn gelijk aan bladzijde 11, met dien verstande dat „No. 1” na „Souche de réexportation” („Re-exportation counterfoil”) en „Volet de réexportation” („Re-exportation voucher”) op bladzijde 15 is vervangen door „No. 2” en op de bladzijden 17 en 19 door „No. ....”.

De achterzijde van het omslag is blanco.



ORGANISME INTERNATIONAL .....

CARNET E.C.S. N° **CARNET DE PASSAGES EN DOUANE POUR ECHANTILLONS COMMERCIAUX****CONVENTION DOUANIERE SUR LES CARNETS POUR ECHANTILLONS COMMERCIAUX**

(Avant de remplir le carnet, lire attentivement la notice se trouvant à la dernière feuille du carnet.)

**CARNET VALABLE JUSQU'AU** .....**DELIVRE PAR** .....

(Nom et adresse de l'association émettrice)

**TITULAIRE** .....

(Nom et adresse en majuscules d'imprimerie)

**FIRME REPRESENTEE** .....

(Raison sociale et siège en majuscules d'imprimerie)

Ce carnet est valable dans les pays ci-après, sous la garantie des associations suivantes:

ALLEMAGNE (REPUBLIQUE FEDERALE D') .....

LUXEMBOURG .....

AUTRICHE .....

NORVEGE .....

BELGIQUE .....

PAKISTAN .....

DANEMARK .....

PAYS-BAS .....

ESPAGNE .....

PORTUGAL .....

FRANCE .....

ROYAUME-UNI de GRANDE-BRETAGNE et de l'IR-

GRECE .....

LANDE du NORD .....

IRLANDE .....

SUEDE .....

ITALIE .....

SUISSE .....

TURQUIE .....

A charge par le titulaire de se conformer aux lois et règlements du pays de départ et des pays visités.

Emis à ....., le .....

.....  
(Signature du titulaire).....  
(Signature du Secrétaire Général  
de l'Organisme International).....  
(Signature du Délégué de  
l'Association émettrice)**ATTESTATION DES AUTORITES DOUANIERES DU PAYS DE DEPART**1. Les échantillons énumérés à la liste au verso, arrêtée au n° d'ordre  
....., ont été vérifiés. Les marques d'identification indiquées au  
verso, dans la colonne 7, ont été apposées.

2. \* Prise en charge sous le n° \* .....

.....  
(Bureau de douane).....  
(Lieu).....  
(Date).....  
(Signature)

\* Rayer les mentions inutiles.

(Timbre)

N° d'ordre	Désignation commerciale des échantillons et, le cas échéant, marques et numéros commerciaux	Nombre	Poids ou Quantité	Valeur *	Pays d'origine **	Nombre et nature des marques d'identification apposées par les bureaux de douane de:		
						(pays de départ)	supplémentaires (pays)	supplémentaires (pays)
1	2	3	4	5	6	7	8	9

\* Valeur commerciale dans le pays de départ.

\*\* S'il est différent du pays de départ.

**CERTIFICAT CONCERNANT LES MARQUES  
D'IDENTIFICATION SUPPLEMENTAIRES**

Certifié avoir apposé les marques d'identification supplémentaires indiquées dans la colonne 8 ci-dessus.

.....  
(Bureau de douane) (Lieu) (Date) (Signature)

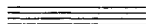
(Timbre)

**CERTIFICAT CONCERNANT LES MARQUES  
D'IDENTIFICATION SUPPLEMENTAIRES**

Certifié avoir apposé les marques d'identification supplémentaires indiquées dans la colonne 9 ci-dessus.

.....  
(Bureau de douane) (Lieu) (Date) (Signature)

(Timbre)

CARNET E.C.S. N° **SOUCHE DE SORTIE N° 1****Certificat d'exportation**

1. Les échantillons énumérés sous les nos .....

à la liste figurant au verso de la couverture, ont été exportés.

2. \* Date limite pour la réimportation en franchise: \* .....

3. \* Autres mentions: \* .....

.....  
(Lieu et date).....  
(Bureau de douane).....  
(Signature).....  
(Timbre)

\* Rayer les mentions inutiles.

**A) VOLET DE SORTIE N° 1**

Le carnet est valable jusqu'au ..... inclus Délivré par .....

Titulaire .....  
(Nom et adresse en majuscules d'imprimerie) (Nom et adresse de l'association émettrice)**B) Déclaration d'exportation temporaire**

Je soussigné, .....

1. déclare exporter temporairement, à titre d'échantillons commerciaux, les échantillons énumérés à la liste figurant au verso du présent volet et repris à la liste du verso de la couverture sous les nos .....

2. \* m'engage à réimporter ces échantillons dans le délai fixé par le bureau de douane. \*

.....  
(Lieu).....  
(Date).....  
(Signature)

\* Rayer les mentions inutiles.

**C) Dédouanement à la sortie**Bureau de douane .....  
(Lieu) (Date)

1. Les échantillons faisant l'objet de la déclaration ci-dessus ont été exportés.

2. \* La date limite pour la réimportation en franchise de ces échantillons est fixée au \* .....

3. \*Autres mentions: \* .....

4. \* Le présent volet devra être transmis au bureau de douane de: \* .....

.....  
(Timbre).....  
(Signature)

\* Rayer les mentions inutiles.

**D) Réserve à la douane**

N° d'ordre	Désignation commerciale des échantillons et, le cas échéant, marques et numéros commerciaux	Nombre	Poids ou Quantité	Valeur *	Pays d'origine **	Réservé à la douane	
1	2	3	4	5	6	7	8

\* Valeur commerciale dans le pays de départ.

\*\* S'il est différent du pays de départ.

**Réservé à la douane**

CARNET E.C.S. N° =====

**SOUCHE  
DE REIMPORTATION N° 1**

**Certificat de réimportation**

1. Les échantillons figurant sous les nos .....

de la liste du verso de la couverture, qui ont fait l'objet d'une exportation temporaire sous le couvert du (des) \* volet(s) \* de sortie No(s) \* .....

du présent carnet, ont été réimportés en franchise, après identification.

2. \* Mesures prises à l'égard des échantillons \* non réimportés \* déclarés comme ne devant pas être réimportés: \*

.....  
.....  
.....

(Lieu et date)

(Bureau de douane)

(Signature)

(Timbre)

\* Rayer les mentions inutiles.

**A) VOLET DE REIMPORTATION N° 1**

Le carnet est valable jusqu'au ..... inclus Délivré par .....

Titulaire .....  
(Nom et adresse en majuscules d'imprimerie) (Nom et adresse de l'association émettrice)

**B) Déclaration de réimportation**

1. Je soussigné, .....  
déclare que les échantillons énumérés à la liste figurant au verso du présent volet et repris à la liste du verso de la couverture, sous les nos .....  
ont fait l'objet d'une exportation temporaire sous le couvert du (des) \* volet(s) \* de sortie No(s) \* .....  
du présent carnet. Je déclare qu'ils n'ont subi aucune ouvrison à l'étranger. Je certifie qu'ils sont identiques à ceux qui ont été exportés et je demande leur réimportation en franchise.

2. \* Indications concernant les échantillons non réimportés: \* .....

(Lieu)

(Date)

(Signature)

\* Rayer les mentions inutiles.

**C) Dédouanement à la réimportation**

Bureau de douane .....  
(Lieu) (Date)

1. Les échantillons faisant l'objet de la déclaration ci-dessus ont été réimportés en franchise, après identification.  
2. \* Mesures prises à l'égard des échantillons non réimportés: \* .....

3. \* Le présent volet devra être transmis au bureau de: \* .....  
(Timbre)

(Signature)

\* Rayer les mentions inutiles.

**D) Réservé à la douane**

**SOUCHE D'ENTREE N° 1****Certificat d'importation**

1. Les échantillons figurant sous les nos .....  
 dans la liste du verso de la couverture, ont été importés temporairement.
2. Date limite pour la \* réexportation, \* la représentation des échantillons: \* .....
3. \* Prise en charge sous le n° \* .....
4. \* Autres mentions: \* .....

.....  
(Lieu et date).....  
(Bureau de douane).....  
(Signature).....  
(Timbre)

\* Rayer les mentions inutiles.

**A) VOLET D'ENTREE N° 1**

Le carnet est valable jusqu'au ..... inclus Délivré par .....

Titulaire .....  
(Nom et adresse en majuscules d'imprimerie) (Nom et adresse de l'association émettrice)**B) Déclaration d'importation temporaire**

Je soussigné, .....

1. déclare importer temporairement, dans les conditions prévues par les lois et règlements du pays d'importation, les échantillons énumérés à la liste figurant au verso du présent volet, et repris à la liste du verso de la couverture sous les nos .....  
 Je m'engage à observer ces lois et règlements \* et à réexporter les échantillons dans le délai fixé par le bureau de douane \*;
2. certifie sincères et complètes les indications portées sur le présent volet.
3. \* présente, à l'appui de mes déclarations, les documents suivants: \* .....

.....  
(Lieu).....  
(Date).....  
(Signature)

\* Rayer les mentions inutiles.

**C) Dédouanement à l'entrée**Bureau de douane .....  
(Lieu) (Date)

1. Les échantillons faisant l'objet de la déclaration ci-dessus ont été importés temporairement.
2. La date limite pour \* la réexportation, \* la représentation des échantillons à un bureau de douane compétent \* est fixée au .....
3. \* Prise en charge sous le n° \* .....
4. \* Autres mentions: \* .....

.....  
(Timbre).....  
(Signature)

\* Rayer les mentions inutiles.

**D) Réservé à la douane**



CARNET E.C.S. N°

**SOUCHE  
DE REEXPORTATION N° 1**

**Certificat de réexportation**

1. \* Les échantillons figurant sous les n°s .....  
de la liste du verso de la couverture et importés sous le couvert du (des) \* volet(s) \* d'entrée No(s) \* .....  
du présent carnet, ont été réexportés, après identification. \*
2. \* Mesures prises à l'égard des échantillons représentés, mais non réexportés: \*
3. \* Mesures prises à l'égard des échantillons non réexportés<sup>1)</sup> et non destinés à une réexportation ultérieure: \*
4. \* Prise en charge sous le n° \*

.....  
(Lieu et date)

.....  
(Bureau de douane)

.....  
(Signature)

.....  
(Timbre)

\* Rayer les mentions inutiles.

<sup>1)</sup> Kennelijk is bedoeld: „non représentés”

**A) VOLET DE REEXPORTATION N° 1**

Le carnet est valable jusqu'au ..... inclus Délivré par .....

Titulaire .....  
(Nom et adresse en majuscules d'imprimerie) (Nom et adresse de l'association émettrice)

**B) Déclaration de réexportation**

1. \* Je soussigné, .....  
déclare réexporter les échantillons énumérés à la liste figurant au verso du présent volet et repris à la liste du verso de la couverture, sous les n°s .....  
qui ont été importés temporairement sous le couvert du (des) \* volet(s) \* d'entrée No(s) \* .....  
du présent carnet. \*
2. \* Indications concernant les échantillons représentés, mais non destinés à la réexportation: \*
3. \* Indications concernant les échantillons non représentés et non destinés à une réexportation ultérieure: \*
4. \* A l'appui de mes déclarations, je présente les documents suivants: \*

.....  
(Lieu)

.....  
(Date)

.....  
(Signature)

\* Rayer les mentions inutiles.

**C) Dédouanement à la réexportation**

Bureau de douane .....  
(Lieu) (Date)

1. \* Les échantillons faisant l'objet de la déclaration faite au paragraphe 1 ci-dessus, ont été réexportés, après identification. \*
2. \* Mesures prises à l'égard des échantillons représentés, mais non réexportés: \*
3. \* Mesures prises à l'égard des échantillons non représentés et non destinés à une réexportation ultérieure: \*
4. \* Prise en charge sous le n° \*
5. \* Le présent volet devra être transmis au bureau de douane de: \*

.....  
(Timbre)

.....  
(Signature)

\* Rayer les mentions inutiles.

**D) Réserve à la douane**

**Notice concernant l'utilisation du carnet E.C.S.**

1. Les colonnes 1 à 6 de la liste descriptive figurant au verso de la couverture doivent être remplies par l'association émettrice.
2. Lorsque l'espace prévu dans le carnet est insuffisant pour permettre l'énumération de tous les échantillons de la collection, des carnets supplémentaires seront utilisés.
3. Les articles énumérés dans la liste d'échantillons peuvent être groupés à condition qu'il s'agisse d'articles de même nature et de même valeur. Chacun des échantillons ainsi groupés doit cependant être affecté d'un numéro d'ordre.
4. Pour faciliter et accélérer le contrôle douanier, il est recommandé aux usagers d'un carnet E.C.S. de mentionner sur les échantillons le numéro d'ordre correspondant.
5. Le carnet doit être rempli lisiblement par le titulaire, en usant d'un moyen propre à fournir des inscriptions indélébiles.
6. Avant utilisation du carnet, le titulaire doit présenter ce document, ainsi que la collection d'échantillons figurant sur la liste du verso de la couverture, à un bureau de douane du pays de départ.
7. Les listes descriptives figurant au verso des volets du carnet doivent être établies par le titulaire dans l'une des langues du pays dans lequel elles seront utilisées, si les autorités douanières de ce pays l'exigent.
8. Lors de l'établissement de ces listes, le titulaire doit, dans tous les cas, utiliser, pour chacun des échantillons, le même numéro d'ordre qui figure dans la liste du verso de la couverture et fournir une traduction des descriptions mentionnées dans cette dernière liste, si les autorités douanières de ce pays l'exigent.
9. Les autorités douanières de certains pays peuvent exiger que les listes descriptives figurant au verso des volets d'entrée et de réexportation soient dressées d'une manière identique, dès l'entrée dans ce pays. Dans ce cas, les échantillons figurant sur le volet d'entrée devront, par la suite, être obligatoirement dédouanés, dans leur totalité, en utilisant le seul volet de réexportation correspondant.
10. Le titulaire renvoie à l'association émettrice les carnets épuisés, périmés, et ceux encore valables, mais dont il n'aura plus besoin.

INTERNATIONAL ORGANISATION .....

E.C.S. CARNET No.                     

### CARNET LE PASSAGES ECRIS POUR LE TRANSPORT DE ÉCHANTILLONS COMMERCIAUX

#### CUSTOMS CONVENTION FOR CARNETS FOR COMMERCIAL SAMPLES

(Before completing this form, please read notes on last page.)

**CARNET VALID UNTIL** ..... **EXPIRES**

**ISSUED BY** .....  
(Name and address of issuing association)

**HOLDER** .....  
(Name and address in block letters)

**FIRM REPRESENTED** .....  
(Name and address in block letters)

This carnet may be used in the following countries under the authority of the following associations:

- |                                     |  |
|-------------------------------------|--|
| GERMANY (FEDERAL REPUBLIC OF) ..... | LUXEMBOURG .....   |
| AUSTRIA .....                       | NORWAY .....   |
| BELGIUM .....                       | PAKISTAN .....   |
| DENMARK .....                       | NETHERLANDS .....  |
| SPAIN .....                         | PORTUGAL .....   |
| FRANCE .....                        | UNITED KINGDOM of GREAT BRITAIN and NORTHERN IRELAND ..... |
| GREECE .....                        | IRELAND .....  |
| IRELAND .....                       | SWEDEN .....   |
| ITALY .....                         | SWITZERLAND .....  |
|                                     | TURKEY .....   |

The holder of this carnet will be held responsible for compliance with the laws and regulations of the country of departure and the countries visited.

Issued at (place) ....., (date) .....

..... (Holder's signature)	..... (Secretary General of Organisation)	..... (Signature of authorised Official of the Issuing Association)
-------------------------------	---	---

#### CERTIFICATE OF A CUSTOMS OFFICE IN THE COUNTRY OF DEPARTURE

1. The samples enumerated in the list overleaf (last item: ..... ) have been examined. The identification marks indicated on the overleaf have been affixed.
2. \* Registered under reference No. \* .....

..... (Customs Office)	..... (Place)	..... (Date)	..... (Signature)
---------------------------	------------------	-----------------	----------------------

\* Delete if inapplicable.

(Stamp)

Item No.	Trade description of samples and commercial marks and numbers, if any	Number	Weight or Quantity	Value *	Country of origin **	Numbers and particulars of identification marks affixed by Customs of:		
						(country of departure)	additional (country)	additional (country)
1	2	3	4	5	6	7	8	9

\* Commercial value in country of departure.

\*\* If different from country of departure.

**CERTIFICATE CONCERNING ADDITIONAL IDENTIFICATION MARKS**

Certified that the additional identification marks indicated in Col. 8 above have been affixed.

.....  
 (Customs Office) (Place) (Date) (Signature)  
 (Customs stamp)

**CERTIFICATE CONCERNING ADDITIONAL IDENTIFICATION MARKS**

Certified that the additional identification marks indicated in Col. 9 above have been affixed.

.....  
 (Customs Office) (Place) (Date) (Signature)  
 (Customs stamp)

E.C.S. CARNET No. \_\_\_\_\_

E.C.S. CARNET No. \_\_\_\_\_

**EXPORT  
COUNTERFOIL No. 1**

**Certificate of exportation**

- 1. The samples described under item Nos. \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_ in the list on the reverse of the front cover have been exported.
- 2. \* Final date for duty-free re-importation: \* \_\_\_\_\_
- 3. \* Other remarks: \* \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_  
(Place and date)

\_\_\_\_\_  
(Customs Office)

\_\_\_\_\_  
(Signature)

\_\_\_\_\_  
(Stamp)

\* Delete if inapplicable.

**(A) EXPORT VOUCHER No. 1**

This carnet is valid \_\_\_\_\_ inclusive Issued by \_\_\_\_\_

Holder \_\_\_\_\_  
(Name and address in block letters) (Name and address of issuing association)

**(B) Temporary exportation**

- I, \_\_\_\_\_
- 1. declare that I am hereby exporting as commercial samples the samples enumerated in the list overleaf, consisting of the samples described under item Nos. \_\_\_\_\_ in the list on the reverse of the front cover;
- 2. \* undertake to re-export the samples within the period stipulated by the Customs Office. \*

\_\_\_\_\_  
(Place) (Date) (Signature)

\* Delete if inapplicable

**(C) Clearance on exportation**

Customs Office \_\_\_\_\_  
(Place) (Date)

- 1. The samples referred to in the above declaration have been exported.
- 2. \* The final date for the re-importation of the samples is \* \_\_\_\_\_
- 3. \* Other remarks: \_\_\_\_\_
- 4. \* This voucher must be forwarded to the Customs Office of: \* \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_  
(Stamp)

\_\_\_\_\_  
(Signature)

\* Delete if inapplicable.

**(D) For official use**

Item No.	Trade description of samples and commercial marks and numbers, if any	Number	Weight of Quantity	Value *	Country of origin **	For official use	
1	2	3	4	5	6	7	8

\* Commercial value in country of departure.

\*\* If different from country of departure.

**For official use**

E.C.S. CARNET No. \_\_\_\_\_

**RE-IMPORTATION  
COUNTERFOIL No. 1**

**Certificate of re-importation**

1. The samples described under item Nos. \_\_\_\_\_  
 \_\_\_\_\_  
 \_\_\_\_\_  
 in the list on the reverse of the front cover, which were temporarily exported under cover of exportation \* voucher(s) \* No(s) \* \_\_\_\_\_  
 \_\_\_\_\_  
 of this carnet, have been re-imported duty-free, after identification.
2. \* Action taken in respect of samples \* not re-imported \* declared as not having to be re-imported: \* \_\_\_\_\_  
 \_\_\_\_\_  
 \_\_\_\_\_  
 \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_  
 (Place and date)

\_\_\_\_\_  
 (Customs Office)

\_\_\_\_\_  
 (Signature)

\_\_\_\_\_  
 (Stamp)

\* Delete if inapplicable.

E.C.S. CARNET No. \_\_\_\_\_

**(A) RE-IMPORTATION VOUCHER No. 1**

This carnet is valid \_\_\_\_\_ inclusive Issued by \_\_\_\_\_

Holder \_\_\_\_\_ (Name and address in block letters) \_\_\_\_\_ (Name and address of issuing association)

**(B) Re-importation**

1. I, \_\_\_\_\_  
 declare that the samples enumerated in the list overleaf, consisting of the samples described under item Nos. \_\_\_\_\_ in the list on the reverse of the front cover, were temporarily exported under cover of exportation voucher(s) \* No(s) \* \_\_\_\_\_ carnet, and that they have not undergone any process abroad and are in all respects the same as those on which I request that these samples be accorded the benefit of duty-free re-importation.
2. \* Particulars concerning samples not re-imported: \* \_\_\_\_\_  
 \_\_\_\_\_  
 \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_  
 (Place)

\_\_\_\_\_  
 (Date)

\_\_\_\_\_  
 (Signature)

\* Delete if inapplicable

**(C) Clearance on re-importation**

Customs Office \_\_\_\_\_ (Place) \_\_\_\_\_ (Date)

1. The samples referred to in the above declaration have been re-imported duty-free, after identification.
2. \* Action taken in respect of samples not re-imported: \* \_\_\_\_\_  
 \_\_\_\_\_  
 \_\_\_\_\_
3. \* This voucher is to be forwarded to the Customs Office of: \* \_\_\_\_\_  
 \_\_\_\_\_ (Stamp)

\_\_\_\_\_  
 (Signature)

\* Delete if inapplicable

**(D) For official use**





**RE-EXPORTATION  
COUNTERFOIL No. 1**

**Certificate of re-exportation**

- 1. \* The samples described under item Nos. ....  
.....  
in the list on the reverse of the front cover, imported under cover of importation voucher(s) \* No(s) \* .....  
.....  
of this carnet, have been re-exported, after identification. \*
- 2. \* Action taken in respect of samples produced but not re-exported: \* .....
- 3. \* Action taken in respect of samples not produced and not intended for later re-exportation: \*
- 4. Registered under reference No. \*

.....  
(Place and date)

.....  
(Customs Office)

.....  
(Signature)

.....  
(Stamp)

\* Delete if inapplicable.

**(A) RE-EXPORTATION VOUCHER No. 1**

This carnet is valid ..... inclusive Issued by .....

Holder .....  
(Name ..... in block letters) (Name and address of issuing association)

**(B) Re-exportation**

- 1. \* I, .....  
declare that I ..... the samples enumerated in the list overleaf, consisting of the samples described under item No. .... in the list on the reverse of the front cover, temporarily imported under cover of importation voucher(s) \* No(s) \* ..... of this carnet. \*
- 2. \* Particulars of samples produced but not intended for re-exportation: \* .....
- 3. \* Particulars of samples not produced and not intended for later re-exportation: \* .....
- 4. \* In support of ..... tion, I present the following documents: \* .....

.....  
(Place)

.....  
(Date)

.....  
(Signature)

\* Delete if inapplicable

**(C) Clearance on**

Customs Office .....  
(Place) (Date)

- 1. \* The samples ..... paragraph 1 of the above declaration have been re-exported after identification. \*
- 2. \* Action taken ..... samples produced but not re-exported: \* .....
- 3. \* Action taken ..... samples not produced and not intended for later re-exportation: \* .....
- 4. \* Registered under reference No. \* .....
- 5. \* This voucher ..... warded to the Customs Office of: \* .....

.....  
(Stamp)

.....  
(Signature)

\* Delete if inapplicable

**(D) For official use**

**Notes on the use of the E.C.S. carnet**

1. Columns 1 to 6 in the descriptive list on the reverse of the front cover must be completed by the issuing association.
2. If the space in a carnet is insufficient to accommodate all the samples in a collection, additional carnets shall be used.
3. Items in the descriptive lists may be grouped, provided that the items in question are of the same type and value. Each sample so grouped shall be given a separate item number.
4. In order to facilitate Customs control and to prevent delay, holders of E.C.S. carnets are recommended to mark each sample with the corresponding item number.
5. The holder shall complete the carnet legibly and indelibly.
6. Before using the carnet, the holder must produce it, together with his complete collection of samples as shown on the reverse of the front cover, to the Customs authorities of the country of exportation.
7. The descriptive lists on the reverse of the vouchers in the carnet must be completed by the holder in a language of the country in which they will be used if the Customs authorities of that country so require.
8. When making out these lists, the holder should always enter against each sample the same item number as that shown in the list on the reverse of the front cover, and supply a translation of the descriptions given in that list if the Customs authorities so require.
9. When the Customs authorities of any country so require the descriptive lists on the reverse of the importation and re-exportation vouchers shall be identical on entry into that country, and in such cases the samples shown on the importation voucher shall invariably all be cleared by the use of the corresponding re-exportation voucher.
10. Exhausted or expired carnets and carnets which the holder does not intend to use again, should be returned by him to the issuing association.

C. VERTALING**DOUANEVEREENKOMST MET BETREKKING TOT  
CARNETS E.C.S. VOOR HANDELSMONSTERS  
EN HANDELSSTALEN**

De Regeringen, welke deze Overeenkomst hebben ondertekend;

Bezield door de wens de tijdelijke invoer en de tijdelijke uitvoer van handelsmonsters en handelsstalen te vergemakkelijken;

Gelet op de doelstellingen van de Internationale Overeenkomst om de invoer van handelsmonsters, handelsstalen en reclamemateriaal te vergemakkelijken, welke Overeenkomst te Genève op 7 november 1952 is gesloten en op 1 februari 1953 voor ondertekening werd opengesteld;

Zijn overeengekomen als volgt:

**Artikel I**

Voor de toepassing van deze Overeenkomst wordt verstaan:

- a) onder „monsters en stalen”, artikelen welke een beeld geven van een bepaalde groep reeds vervaardigde goederen of welke modellen zijn van goederen, waarvan de vervaardiging in het voornemen ligt, mits die artikelen:
- (1) toebehoren aan een in het buitenland gevestigde persoon en uitsluitend worden ingevoerd met het doel te worden getoond of te worden gedemonstreerd in het gebied van invoer, ten einde bestellingen op te nemen met betrekking tot goederen welke van uit het buitenland zullen worden verzonden;
  - (2) noch worden verkocht, noch tot hun normale gebruik — behoudens voor zover zulks voor demonstratiedoeleinden nodig is — worden aangewend, noch gedurende hun aanwezigheid in het gebied van invoer hetzij worden verhuurd, hetzij op enigerlei andere wijze tegen vergoeding worden gebezigd;
  - (3) bestemd zijn om te zijner tijd weder te worden uitgevoerd;
  - (4) kunnen worden geïdentificeerd bij de wederuitvoer; met uitsluiting evenwel van gelijke artikelen, welke door dezelfde persoon worden ingevoerd of aan dezelfde geadresseerde worden verzonden in zodanige hoeveelheden, dat zij tezamen genomen naar normaal handelsgebruik geen monsters en stalen meer uitmaken;

- b) onder „rechten bij invoer”, de douanerechten en alle andere rechten en belastingen, geheven bij of ter zake van de invoer, alsmede alle accijnzen en binnenlandse belastingen, waaraan ingevoerde goederen zijn onderworpen, echter met uitzondering van leges en heffingen, welke beperkt zijn tot de geschatte kosten van de bewezen diensten en welke geen verkapte bescherming van binnenlandse produkten inhouden, noch het karakter hebben van fiscale heffingen op de invoer;
- c) onder „carnet E.C.S.” (Echantillons commerciaux — Commercial Samples), het onder die benaming door de Raad vastgestelde document, waarvan een model als Bijlage bij deze Overeenkomst is opgenomen. Dit document zal worden gedrukt in de Franse en de Engelse taal, en bovendien, zo het geval zich voordoet, in de officiële taal of één van de officiële talen van het land waar het wordt uitgegeven;
- d) onder „erkende organisatie”, een organisatie welke door de douaneautoriteiten van een der Overeenkomstsluitende Partijen is toegelaten tot de uitgifte van carnets E.C.S. of tot waarborging van de betaling van de rechten bij invoer en de andere in artikel II van deze Overeenkomst bedoelde bedragen;
- e) onder „organisatie van uitgifte”, een erkende organisatie welke de carnets E.C.S. afgeeft in het land van waaruit de monsters en stalen aanvankelijk worden uitgevoerd;
- f) onder „aansprakelijke organisatie”, een erkende organisatie in het land van invoer welke organisatie de betaling van de rechten bij invoer en de andere in artikel II van deze Overeenkomst bedoelde bedragen waarborgt;
- g) onder „Verdrag houdende instelling van de Raad”, het op 15 december 1950 te Brussel gesloten Verdrag houdende instelling van een Internationale Douaneraad;
- h) onder „de Raad”, de Internationale Douaneraad waarvan sprake is onder letter g) van dit artikel.

## Artikel II

1. Elke aansprakelijke organisatie waarborgt tegenover de douaneautoriteiten van het gebied, waar zij gevestigd is, de betaling van de rechten bij invoer en de andere in lid 4 van dit artikel bedoelde bedragen, welke opeisbaar kunnen worden voor monsters en stalen, in dat land ingevoerd onder dekking van carnets E.C.S. welke zijn afgegeven door een soortgelijke organisatie van uitgifte. De aansprakelijke organisatie is niet gehouden tot betaling van een bedrag, dat hoger is dan de rechten bij invoer, verhoogd met 10 ten honderd.

2. Carnets E.C.S. worden verstrekt door organisaties van uitgifte. Die carnets kunnen slechts worden verstrekt aan natuurlijke of rechtspersonen die wonen of gevestigd zijn in het land van uitgifte en die hun hoedanigheid, hetzij van fabrikant of handelaar, hetzij van vertegenwoordiger of agent van een fabrikant of handelaar kunnen bewijzen.
3. In afwijking van het bepaalde in lid 2 van dit artikel kunnen organisaties van uitgifte carnets afgeven aan personen, die niet wonen of gevestigd zijn in het land van uitgifte, indien de douaneautoriteiten van het land van tijdelijke invoer de geldigheid van de aldus afgegeven carnets erkennen.
4. Ieder carnet E.C.S. dat geldig is voor haar gebied en dat is afgegeven en wordt gebezigd onder de voorwaarden omschreven in deze Overeenkomst, wordt door elke Overeenkomstsluitende Partij aanvaard tot zekerheid voor het bedrag van de rechten bij invoer en de andere bedragen (behoudens de in artikel I, letter b, van deze Overeenkomst vermelde leges en heffingen), welke opeisbaar zouden kunnen worden wegens de invoer van monsters en stalen. Deze monsters en stalen moeten vatbaar zijn voor tijdelijke vrijstelling in het gebied van invoer en ingevoerd worden door een natuurlijk persoon die woont in het gebied van een andere Overeenkomstsluitende Partij.
5. In afwijking van het bepaalde in lid 4 van dit artikel kunnen de Overeenkomstsluitende Partijen, onder de door hen te stellen voorwaarden, carnets E.C.S. aanvaarden voor niet persoonlijk meegevoerde monsters en stalen en voor monsters en stalen, welke worden ingevoerd door een natuurlijk persoon die in hun gebied woont.

### Artikel III

Carnets E.C.S. of gedeelten daarvan, welke bestemd zijn om te worden afgegeven in het land waar zij worden ingevoerd, worden met vrijstelling van rechten bij invoer en zonder toepassing van enigerlei invoerverbod of invoerbeperving toegelaten, indien zij aan erkende organisaties welke zich belasten met de afgifte van deze carnets, worden toegezonden door een soortgelijke buitenlandse organisatie, door een internationale organisatie of door de douaneautoriteiten van een der Overeenkomstsluitende Partijen. Overeenkomstige faciliteiten zullen worden verleend bij de uitvoer.

### Artikel IV

De organisatie van uitgifte dient in voorkomende gevallen op het omslag en op de invoerstroken van het carnet aan te duiden voor welke landen dit carnet niet geldig is.

## Artikel V

De organisaties van uitgifte mogen geen carnets E.C.S. afgeven, waarvan de geldigheidsduur langer is dan één jaar, te rekenen van de dag van afgifte.

## Artikel VI

Na afgifte van het carnet E.C.S. door een organisatie van uitgifte mag aan de lijst van de monsters en stalen, welke zijn omschreven op de binnenzijde van het omslag van dit carnet, geen artikel meer worden toegevoegd.

## Artikel VII

1. Monsters en stalen ingevoerd onder dekking van een carnet E.C.S. moeten in dezelfde staat weder worden uitgevoerd binnen de geldigheidsduur van dat document en binnen de termijn, bepaald door de douaneautoriteiten van het land van tijdelijke invoer. Deze laatste termijn mag in geen geval de geldigheidsduur van het carnet overtreffen.
2. De onder dekking van een carnet E.C.S. in één zending uitgevoerde of ingevoerde monsters en stalen dienen, behoudens de door de douaneautoriteiten van de betrokken landen toegestane uitzonderingen, eveneens in één zending weder te worden ingevoerd onderscheidenlijk uitgevoerd.
3. Het bewijs van de wederuitvoer wordt geleverd door de verklaring van wederuitvoer welke door de douane van het land waar de monsters en stalen tijdelijk zijn ingevoerd, op het carnet E.C.S. is geplaatst.

## Artikel VIII

1. Ingeval de douaneautoriteiten van een der Overeenkomstsluitende Partijen afzien van de eis tot wederuitvoer van bepaalde monsters en stalen, welke tot het gebied van die Partij zijn toegelaten onder dekking van een carnet E.C.S., wordt de aansprakelijke organisatie slechts van haar verplichtingen ontheven, wanneer de douaneautoriteiten van het land van tijdelijke invoer in het carnet hebben bevestigd dat de voorschriften met betrekking tot deze monsters en stalen zijn nagekomen.
2. Indien tijdelijk ingevoerde monsters en stalen niet weder kunnen worden uitgevoerd als gevolg van inbeslagneming of beslaglegging, anders dan op vordering van particulieren, wordt de verplichting tot wederuitvoer binnen de bij artikel VII van deze Overeenkomst vastgestelde termijn opgeschort voor de duur van het beslag.

3. Van de gevallen waarin de douaneautoriteiten monsters en stalen waarvoor een aansprakelijke organisatie een carnet E.C.S. heeft afgegeven, in beslag hebben genomen of doen nemen, of wel daarop beslag hebben gelegd of doen leggen, geven zij voor zoveel mogelijk kennis aan die organisatie. Zij doen voorts mededeling aan bedoelde organisatie van de maatregelen welke zij voornemens zijn te treffen.

#### Artikel IX

Indien de douaneautoriteiten van een Overeenkomstsluitende Partij de wederuitvoer van de monsters en stalen, waarvoor een carnet E.C.S. is afgegeven, zonder voorbehoud hebben vastgesteld, kunnen die autoriteiten met betrekking tot deze monsters en stalen niet meer de betaling van de in artikel II van deze Overeenkomst bedoelde bedragen vorderen van de aansprakelijke organisatie. Een eis tot betaling kan niettemin toch worden ingediend bij de aansprakelijke organisatie, indien later blijkt dat de verklaring van wederuitvoer op onregelmatige of frauduleuze wijze werd verkregen, of wel dat de voorwaarden waaraan tijdelijke invoer is onderworpen, niet zijn nagekomen.

#### Artikel X

Het aftekenen van carnets E.C.S., welke op de voet van deze Overeenkomst worden gebruikt, geeft geen aanleiding tot betaling van een vergoeding voor de verrichtingen van de douane, indien zulks geschiedt aan de douanekantoren of douaneposten gedurende de normale uren van openstelling.

#### Artikel XI

1. Indien een carnet E.C.S. niet op regelmatige wijze is gezuiverd, kunnen de douaneautoriteiten van het land van tijdelijke invoer, zelfs na het verstrijken van de geldigheidsduur van het carnet, als bewijs van de wederuitvoer van de monsters en stalen aanvaarden, tenzij genoemde autoriteiten over tegenbewijzen beschikken:
  - a) de aantekeningen welke door de douaneautoriteiten van een andere Overeenkomstsluitende Partij op het carnet zijn gesteld bij de wederinvoer in het land van vertrek, mits deze aantekeningen betrekking hebben op een wederinvoer waarvan men kan vaststellen dat deze zeker heeft plaatsgevonden na de wederuitvoer, waarvan het bewijs dient te worden gegeven;
  - b) een verklaring van de douaneautoriteiten van een andere Overeenkomstsluitende Partij, welke is gebaseerd op de aantekeningen vermeld op een strook, bij de invoer in het gebied van die Partij uit het carnet verwijderd, mits deze

aantekeningen betrekking hebben op een invoer waarvan men kan vaststellen dat deze zeker heeft plaatsgevonden na de wederuitvoer, waarvan het bewijs dient te worden gegeven.

2. De douaneautoriteiten van het land van tijdelijke invoer kunnen eveneens elk ander bewijsstuk aanvaarden, waaruit blijkt dat de monsters en stalen zich buiten dat land bevinden.
3. Is een carnet E.C.S., dat betrekking heeft op monsters en stalen welke zich op het gebied van een van de Overeenkomstsluitende Partijen bevinden, teniet gegaan, verloren geraakt of gestolen, dan zullen de douaneautoriteiten van die Overeenkomstsluitende Partij, op verzoek van de organisatie van uitgifte en behoudens de door deze autoriteiten eventueel te stellen voorwaarden, een vervangingsdocument aanvaarden, waarvan de geldigheidsduur verstrijkt op de vervaldatum van het vervangen carnet.

#### Artikel XII

De douaneautoriteiten behouden zich het recht voor in de gevallen bedoeld in artikel XI van deze Overeenkomst kosten voor regularisatie te heffen.

#### Artikel XIII

De douaneautoriteiten zullen in geen geval van de aansprakelijke organisatie de betaling van de rechten bij invoer en de andere in artikel II van deze Overeenkomst bedoelde bedragen vorderen, indien de vordering niet binnen een jaar na het verstrijken van de geldigheidsduur van het carnet is ingediend bij deze organisatie.

#### Artikel XIV

1. Nadat van de niet-zuivering van een carnet E.C.S. is kennis gegeven, hebben de aansprakelijke organisaties zes maanden tijd om het bewijs te leveren, dat de monsters en stalen weder zijn uitgevoerd overeenkomstig de bepalingen van deze Overeenkomst.
2. Indien dat bewijs niet binnen de vastgestelde termijn is geleverd, dient de aansprakelijke organisatie de rechten bij invoer en de andere in artikel II van deze Overeenkomst bedoelde bedragen zonder verwijl te consigneren of voorlopig te betalen. Deze consignatie of deze voorlopige betaling verkrijgt een definitief karakter na verloop van drie maanden, te rekenen vanaf de datum van consignatie of van voorlopige betaling. Gedurende deze laatste termijn kan de aansprakelijke organisatie nog gebruik maken van de in het vorige lid bedoelde mogelijkheid ten einde teruggave van de geconsigneerde of van de voorlopig betaalde bedragen te verkrijgen.



3. In de landen, welke voorschriften niet voorzien in consignatie of voorlopige betaling van rechten bij invoer, zullen de **betalingen welke overeenkomstig de bepalingen van het vorige lid zijn gedaan, als definitief worden aangemerkt, met dien verstande evenwel dat de betaalde bedragen kunnen worden teruggegeven indien aan de douaneautoriteiten het bewijs is verstrekt van de wederuitvoer van de monsters en stalen overeenkomstig de bepalingen van deze Overeenkomst.**

#### Artikel XV

Geen enkele bepaling van deze Overeenkomst belet de Overeenkomstsluitende Partijen, welke een douane-unie of een economische unie vormen, bijzondere bepalingen vast te stellen, welke van toepassing zijn op personen, die wonen in de Staten welke deel uitmaken van die unie.

#### Artikel XVI

In geval van fraude, overtreding of misbruik hebben de Overeenkomstsluitende Partijen, niettegenstaande de bepalingen van deze Overeenkomst, het recht tegen personen, die gebruik maken van een carnet E.C.S., vervolging in te stellen met het oog op de invordering van de rechten bij invoer en de andere bedragen, welke opeisbaar zijn geworden, alsmede met het oog op het opleggen van straffen waaraan deze personen zich hebben blootgesteld. Indien van dit recht gebruik wordt gemaakt, dienen de aansprakelijke organisaties hun medewerking aan de douaneautoriteiten te verlenen.

#### Artikel XVII

De bepalingen van deze Overeenkomst zijn eveneens van toepassing op positieve cinematografische reclamefilms, welke niet breder zijn dan 16 mm, wanneer ten genoegen van de douaneautoriteiten is aangetoond, dat het films betreft welke hoofdzakelijk fotografische beelden (met of zonder geluidsband) weergeven, welke de aard of de werking tonen van produkten of materieel, waarvan de hoedanigheden niet op geschikte wijze kunnen worden gedemonstreerd door monsters, stalen of catalogi, mits deze films:

- a) betrekking hebben op produkten of materieel welke door een in het gebied van een andere Overeenkomstsluitende Partij gevestigde persoon ten verkoop of tot verhuur worden aangeboden,
- b) uit hun aard bestemd zijn aan eventuele gegadigden, doch niet in openbare gelegenheden, te worden vertoond, en
- c) ingevoerd worden in een colli, dat niet meer dan één kopie van elke film bevat en dat geen deel uitmaakt van een grotere zending films.

## Artikel XVIII

1. Elk geschil tussen Overeenkomstsluitende Partijen betreffende de uitlegging of de toepassing van deze Overeenkomst, zal voor zoveel mogelijk worden beslecht door middel van rechtstreekse onderhandelingen tussen de desbetreffende Partijen.
2. Elk geschil dat niet door rechtstreekse onderhandelingen is bijgelegd, wordt door de Partijen waartussen geschil is gerezen, voorgelegd aan het Permanent Technisch Comité van de Raad, dat het geschil zal onderzoeken en aanbevelingen zal doen met het oog op zijn beslechting.
3. Indien het Permanent Technisch Comité het geschil niet kan beslechten, zal dat Comité het geschil voorleggen aan de Raad, welke aanbevelingen zal doen overeenkomstig artikel III, letter (e), van het Verdrag houdende instelling van de Raad.
4. De Partijen waartussen geschil is gerezen kunnen van te voren overeenkomen de aanbevelingen van het Comité of van de Raad als bindend te aanvaarden.

## Artikel XIX

Deze Overeenkomst staat tot en met 30 september 1956 open voor ondertekening door elke Regering welke Partij is bij het Verdrag houdende instelling van de Raad.

## Artikel XX

Deze Overeenkomst zal worden bekrachtigd. De akten van bekrachtiging zullen worden nedergelegd bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken van België, dat van deze nederlegging mededeling zal doen aan alle Regeringen, welke deze Overeenkomst hebben ondertekend of tot deze Overeenkomst zijn toegetreden, alsmede aan de Secretaris-Generaal van de Raad.

## Artikel XXI

1. Drie maanden na de datum van nederlegging bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken van België van de akten van bekrachtiging van drie Regeringen treedt deze Overeenkomst in werking ten aanzien van deze Regeringen.
2. Voor elke Regering welke deze Overeenkomst heeft ondertekend en haar akte van bekrachtiging na vorenbedoelde datum nederlegt, treedt de Overeenkomst in werking drie maanden na de datum van de nederlegging van haar akte van bekrachtiging bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken van België.

## Artikel XXII

1. De Regering van elke Staat, welke deze Overeenkomst niet heeft ondertekend, kan tot deze Overeenkomst toetreden van 1 oktober 1956 af, indien zij Verdragsluitende Partij is bij het Verdrag houdende instelling van de Raad.
2. De akten van toetreding zullen worden nedergelegd bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken van België, dat van deze nederlegging mededeling zal doen aan alle Regeringen, welke deze Overeenkomst hebben ondertekend of tot deze Overeenkomst zijn toegetreden, alsmede aan de Secretaris-Generaal van de Raad.
3. Voor elke Regering, welke tot deze Overeenkomst is toegetreden, treedt de Overeenkomst in werking drie maanden na de datum van de nederlegging van haar akte van toetreding, doch niet vóór de datum van inwerkingtreding van de Overeenkomst als is vastgesteld in het eerste lid van artikel XXI hiervoor.

## Artikel XXIII

1. Deze Overeenkomst wordt voor onbepaalde tijd gesloten, doch kan door elke Overeenkomstsluitende Partij worden opgezegd op elk willekeurig tijdstip na verloop van twaalf maanden na de datum van inwerkingtreding van de Overeenkomst als is vastgesteld in het eerste lid van artikel XXI hiervoor. De opzegging zal van kracht worden na verloop van drie maanden na de datum waarop het Ministerie van Buitenlandse Zaken van België de kennisgeving van opzegging heeft ontvangen. Dit Ministerie zal van elke opzegging mededeling doen aan alle Regeringen, welke deze Overeenkomst hebben ondertekend of tot deze Overeenkomst zijn toegetreden, alsmede aan de Secretaris-Generaal van de Raad.
2. De carnets E.C.S., afgegeven vóór het van kracht worden van de opzegging, blijven geldig en de aansprakelijke organisatie blijft er aansprakelijk voor.

## Artikel XXIV

1. Elke Regering kan, hetzij ten tijde van bekrachtiging of van toetreding, hetzij daarna, door middel van een aan het Ministerie van Buitenlandse Zaken van België gerichte kennisgeving verklaren dat deze Overeenkomst mede van toepassing zal zijn ten aanzien van alle of een deel van de gebieden welke internationale betrekkingen zij behartigt. De Overeenkomst zal drie maanden na ontvangst van deze kennisgeving door het Ministerie van Buitenlandse Zaken van België van toepassing zijn ten aanzien van in de kennisgeving genoemde

gebieden, doch niet vóór het tijdstip van inwerkingtreding van deze Overeenkomst ten aanzien van die Regering.

2. Elke Regering welke overeenkomstig het eerste lid van dit artikel een verklaring heeft afgelegd, waardoor deze Overeenkomst van toepassing wordt ten aanzien van een gebied welks internationale betrekkingen zij behartigt, kan deze Overeenkomst overeenkomstig de bepalingen van artikel XXIII door middel van een aan het Ministerie van Buitenlandse Zaken van België gerichte kennisgeving opzeggen met betrekking tot dat gebied.
3. Het Ministerie van Buitenlandse Zaken van België zal van elke krachtens dit artikel ontvangen kennisgeving alle Regeringen, welke deze Overeenkomst hebben ondertekend of tot deze Overeenkomst zijn getreden, alsmede de Secretaris-Generaal van de Raad in kennis stellen.

#### Artikel XXV

1. De Raad kan wijzigingen van deze Overeenkomst aan de Overeenkomstsluitende Partijen aanbevelen.
2. Het Ministerie van Buitenlandse Zaken van België zal de tekst van elke door de Raad aanbevolen wijziging aan alle Overeenkomstsluitende Partijen doen toekomen.
3. Elke voorgestelde wijziging, welke overeenkomstig het vorig lid zal zijn toegezonden, wordt geacht te zijn aanvaard, indien binnen zes maanden na de datum waarop het Ministerie van Buitenlandse Zaken van België de voorgestelde wijziging heeft toegezonden, geen der Overeenkomstsluitende Partijen daartegen bezwaar heeft gemaakt.
4. Het Ministerie van Buitenlandse Zaken van België zal de Regeringen van alle Overeenkomstsluitende Partijen zo spoedig mogelijk ervan in kennis stellen, indien een bezwaar tegen een voorgestelde wijziging is gemaakt. Zo geen bezwaren zijn gemaakt, zal de wijziging voor alle Overeenkomstsluitende Partijen in werking treden drie maanden na het verstrijken van de termijn van zes maanden, als is bedoeld in het vorige lid.
5. Het Ministerie van Buitenlandse Zaken van België zal aan de Regeringen van de Overeenkomstsluitende Partijen mededeling doen van de wijzigingen, welke zijn aanvaard dan wel geacht kunnen worden te zijn aanvaard.
6. Elke Regering, welke deze Overeenkomst bekrachtigt of tot deze Overeenkomst toetreedt, wordt geacht de wijzigingen te hebben aanvaard, welke in werking zijn getreden ten tijde van de nederlegging van haar akte van bekrachtiging of van toetreding.

7. In afwijking van de bepalingen van dit artikel stelt de Raad de regeling voor wijzigingen van het carnet E.C.S. vast.

#### Artikel XXVI

Met betrekking tot deze Overeenkomst wordt generlei voorbehoud toegelaten.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, daartoe behoorlijk gevolmachtigd door hun onderscheidene Regeringen, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

GEDAAN te Brussel, de eerste maart 1956, in de Franse en de Engelse taal, zijnde beide teksten gelijkelijk authentiek, in één exemplaar, dat zal worden nedergelegd in het archief van de Belgische Regering, welke gewaarmerkte afschriften ervan zal doen toekomen aan alle Regeringen welke deze Overeenkomst hebben ondertekend of tot deze Overeenkomst zijn toetreden.

---

#### Protocol van ondertekening

Bij de ondertekening van de op heden gedagtekende Douaneovereenkomst met betrekking tot carnets E.C.S. voor handelsmonsters en handelstalén, leggen de ondergetekenden, daartoe behoorlijk gevolmachtigd door hun onderscheidene Regeringen, de volgende verklaringen af:

- 1) De bepalingen van deze Overeenkomst behelzen minimum-faciliteiten. Zij vormen geen beletsel voor de toepassing van ruimere faciliteiten, welke bepaalde Overeenkomstsluitende Partijen verlenen of zouden verlenen, hetzij bij eenzijdige voorschriften, hetzij krachtens bilaterale of plurilaterale overeenkomsten.
- 2) De Overeenkomstsluitende Partijen verbinden zich het carnet E.C.S. te beschouwen als een nieuwe faciliteit en niet als een verplichting voor de personen, die monsters en stalén invoeren met tijdelijke vrijstelling.
- 3) De Overeenkomstsluitende Partijen erkennen dat een goede uitvoering van deze Overeenkomst eist dat aan erkende organisaties faciliteiten worden verleend met betrekking tot het overmaken van gelden:
  - a) benodigd voor de betaling van de bedragen welke door de douaneautoriteiten van een der Overeenkomstsluitende Partijen worden gevorderd;

- b) ingeval van teruggaaf van rechten bij invoer overeenkomstig de bepalingen van artikel XIV van de Overeenkomst;
- c) benodigd voor de betaling van blanco carnets E.C.S., welke aan de erkende organisaties worden toegezonden door hun federaties of door soortgelijke buitenlandse organisaties.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden hun handtekening hebben geplaatst onder dit Protocol, hetwelk een integrerend deel van de Overeenkomst uitmaakt.

GEDAAN te Brussel, de eerste maart 1956.

---

*(Zie voor de ondertekeningen na de Franse en de Engelse tekst, hierboven blz. 22 e.v.)*

---

#### **BIJLAGE <sup>1)</sup>**

Model van het carnet E.C.S.

*De afmetingen zijn 297 mm × 420 mm.*

---

<sup>1)</sup> Zie de noot op blz. 25.

INTERNATIONALE ORGANISATIE .....

CARNET E.C.S. No.                     **CARNET DE PASSAGES EN DOUANE VOOR HANDELSMONSTERS EN HANDELSSTALEN****DOUANEVEREENKOMST MET BETREKKING TOT CARNETS VOOR HANDELSMONSTERS EN HANDELSSTALEN**

(Alvorens het carnet in te vullen, leze men aandachtig de aanwijzingen op het laatste blad.)

**CARNET GELDIG TOT EN MET** .....**AFGEGEVEN DOOR** .....

(Naam en adres van de organisatie van uitgifte)

**HOUDER** .....

(Naam en adres in blokletters)

**VERTEGENWOORDIGDE FIRMA** .....

(Handelsnaam en zetel in blokletters)

Dit carnet is geldig in de navolgende landen, onder aansprakelijkheid van de daarachter vermelde organisaties:

DUITSLAND (BONDSREPUBLIC) .....

LUXEMBURG .....

OOSTENRIJK .....

NOORWEGEN .....

BELGIË .....

PAKISTAN .....

DENEMARKEN .....

NEDERLAND .....

SPANJE .....

PORTUGAL .....

FRANKRIJK .....

VERENIGD KONINKRIJK VAN GROOT-BRITANNIË EN

GRIEKENLAND .....

NOORD-IERLAND .....

IERLAND .....

ZWEDEN .....

ITALIË .....

ZWITSERLAND .....

TURKIJE .....

Met verplichting voor de houder zich te houden aan de wetten en reglementen van het land van vertrek en van de bezochte landen.

Afgegeven te ....., de .....

.....  
(Handtekening van de houder).....  
(Handtekening van de Secretaris-  
Generaal van de Internationale  
Organisatie).....  
(Handtekening van de gevolmachtigde  
van de organisatie van uitgifte)**VERKLARING VAN DE HOUDER VAN HET LAND VAN VERTREK**

1. De monsters en stalen, omschreven in de lijst aan de laatste bladzijde van het laatste blad, zijn geverifieerd. De herkenning is aangetekend op de laatste bladzijde in kolom 7 vermeld, zijn aangebracht.
2. \* Ingeschreven onder no. .... \*

.....  
(Douanekantoor) (Plaats).....  
(Datum) (Handtekening)

\* Doorhalen wat niet van toepassing is.

(Stempel)

Volg- nummer	Handelsbenaming van de monsters en stalen en, in voorkomend geval, handelsmerken en -nummers	Aantal	Gewicht of hoeveel- heid	Waarde *	Land van oorsprong **	Aantal en soort van de herkenningstekens, aangebracht door de douanekantoren van:		
						(land van vertrek)	aanvullende herkennings- tekens (land)	aanvullende herkennings- tekens (land)
1	2	3	4	5	6	7	8	9

\* Handelswaarde in het land van vertrek.

\*\* Indien dit niet het land van vertrek is.

**VERKLARING BETREFFENDE DE AANVULLENDE  
HERKENNINGSTEKENS**

De aanvullende herkenningstekens, vermeld in kolom 8 hierboven, zijn  
aangebracht.

.....  
(Douanekantoor)      (Plaats)      (Datum)      (Handtekening)  
(Stempel)

**VERKLARING BETREFFENDE DE AANVULLENDE  
HERKENNINGSTEKENS**

De aanvullende herkenningstekens, vermeld in kolom 9 hierboven, zijn  
aangebracht.

.....  
(Douanekantoor)      (Plaats)      (Datum)      (Handtekening)  
(Stempel)





Volg-nummer	Handelsbenaming van de monsters en stalen en, in voorkomend geval, handelsmerken en -nummers	Aantal	Gewicht of hoeveelheid	* Waarde	** Land van oorsprong	Gereserveerd voor de douane	
1	2	3	4	5	6	7	8

\* Handelswaarde in het land van vertrek.

\*\* Indien dit niet het land van vertrek is.

**Gereserveerd voor de douane**

CARNET E.C.S. No.                     

**STAM VAN  
WEDERINVOERSTROOK No. 1**

**Verklaring van wederinvoer**

1. De monsters en stalen, onder de nos. ....

omschreven in de lijst op de binnenzijde van het omslag, welke tijdelijk zijn uitgevoerd onder dekking van de uitvoerstro(o)k(en) no(s). ....

van dit carnet, zijn na vaststelling van de identiteit met vrijstelling wederingevoerd.

2. \* Maatregelen, genomen met betrekking tot:
- a. niet-wederingevoerde monsters en stalen;
  - b. monsters en stalen ten aanzien waarvan is medegedeeld dat zij niet wederingevoerd worden: .....

.....  
(Plaats en datum)

.....  
(Douanekantoor)

.....  
(Handtekening)

.....  
(Stempel)

\* Doorhalen wat niet van toepassing is.

**A) WEDERINVOERSTROOK No. 1**

Dit carnet is geldig tot en met .....

Afgegeven door .....

Houder .....

(Naam en adres in blokletters)

(Naam en adres van de organisatie van uitgifte)

**B) Aangifte tot wederinvoer**

1. Ondergetekende, .....  
verklaart dat de monsters en stalen, omschreven in de lijst op de ommezijde van deze strook, welke onder de nummers .....  
zijn vermeld in de lijst op de binnenzijde van het omslag, tijdelijk zijn uitgevoerd onder dekking van de uitvoerstro(o)k(en) no(s). ....  
van dit carnet. Hij verklaart dat ze geen enkele bewerking in het buitenland hebben ondergaan. Hij bevestigt, dat ze dezelfde zijn als die welke zijn uitgevoerd en hij verzoekt ze met vrijstelling ten wederinvoer toe te laten.
2. Bijzonderheden betreffende de niet-wederingevoerde monsters en stalen \*: .....

.....  
(Plaats)

.....  
(Datum)

.....  
(Handtekening)

\* Doorhalen wat niet van toepassing is.

**C) Douanebehandeling bij wederinvoer**

Douanekantoor .....

.....  
(Plaats)

.....  
(Datum)

1. De hierboven aangegeven monsters en stalen zijn na vaststelling van de identiteit met vrijstelling wederingevoerd.
2. \* Maatregelen, genomen met betrekking tot niet-wederingevoerde monsters en stalen: .....
3. \* Deze strook moet gezonden worden naar het douanekantoor te: .....

.....  
(Stempel)

.....  
(Handtekening)

\* Doorhalen wat niet van toepassing is.

**D) Gereserveerd voor de douane**

CARNET E.C.S. No.                     

**STAM**  
**VAN INVOERSTROOK No. 1**

**Verklaring van invoer**

1. De monsters en stalen, onder de nos. ....  
.....  
omschreven in de lijst op de binnenzijde van het omslag, zijn tijdelijk ingevoerd.
2. Uiterste datum \* voor de wederuitvoer van de monsters en stalen/ waarop de monsters en stalen weder moeten worden getoond.\*
3. \* Ingeschreven onder no. ....
4. \* Verdere opmerkingen: .....

.....  
(Plaats en datum)

.....  
(Douanekantoor)

.....  
(Handtekening)

.....  
(Stempel)

\* Doorhalen wat niet van toepassing is.

CARNET E.C.S. No.                     **A) INVOERSTROOK No. 1**

Dit carnet is geldig tot en met ..... Afgegeven door .....

Houder ..... (Naam en adres in blokletters) ..... (Naam en adres van de organisatie van uitgifte)

**B) Aangifte tot tijdelijke invoer**

Ondergetekende, .....

1. verklaart tijdelijk in te voeren, in overeenstemming met de wetten en reglementen van het land van invoer, de monsters en stalen, omschreven in de lijst op de ommezijde van deze strook, welke onder de nummers ..... zijn vermeld in de lijst op de binnenzijde van het omslag. Hij verbindt zich te handelen overeenkomstig deze wetten en reglementen, en \* deze monsters en stalen binnen de door het douanekantoor vastgestelde tijd weder uit te voeren \*;
2. bevestigt, dat de in dit blad vermelde gegevens juist en volledig zijn.
3. biedt ter staving van zijn aangifte de volgende documenten aan \*: .....

..... (Plaats) ..... (Datum) ..... (Handtekening)

\* Doorhalen wat niet van toepassing is.

**C) Douanebehandeling bij invoer**

Douanekantoor ..... (Plaats) ..... (Datum)

1. De hierboven aangegeven monsters en stalen zijn tijdelijk ingevoerd.
2. Uiterste datum \* voor de wederuitvoer van de monsters en stalen \* waarop de monsters en stalen aan een bevoegd douanekantoor weder moeten worden getoond \*, is bepaald op .....
3. \* Ingeschreven onder no. ....
4. \* Verdere opmerkingen: .....

..... (Stempel) ..... (Handtekening)

\* Doorhalen wat niet van toepassing is.

**D) Gereserveerd voor de douane**

CARNET E.C.S. No. =====

**STAM VAN  
WEDERUITVOERSTROOK No. 1**

**Verklaring van wederuitvoer**

1. \* De monsters en stalen, onder de nos. ....  
omschreven in de lijst op de binnenzijde van het omslag en ingevoerd onder dekking van de invoerstro(o)k(en) no(s). ....  
van dit carnet, zijn na vaststelling van de identiteit wederuitgevoerd.
2. \* Maatregelen, genomen met betrekking tot getoonde, maar niet wederuitgevoerde monsters en stalen: .....
3. \* Maatregelen, genomen met betrekking tot niet-getoonde monsters en stalen, welke niet bestemd zijn om later weder te worden uitgevoerd .....
4. \* Ingeschreven onder no. ....

.....  
(Plaats en datum)

.....  
(Douanekantoor)

.....  
(Handtekening)

.....  
(Stempel)

\* Doorhalen wat niet van toepassing is.

**A) WEDERUITVOERSTROOK No. 1**

Dit carnet is geldig tot en met ..... Afgegeven door .....

Houder ..... (Naam en adres in blokletters) .....  
..... (Naam en adres van de organisatie van uitgifte)

**B) Aangifte tot wederuitvoer**

1. \* Ondergetekende, .....  
verklaart weder uit te voeren de monsters en stalen, omschreven in de lijst op de ommezijde van deze strook, welke onder de nummers .....  
zijn vermeld in de lijst op de binnenzijde van het omslag, welke monsters en stalen tijdelijk zijn ingevoerd onder dekking van de invoerstro(o)k(en) no(s). .....
2. \* Bijzonderheden betreffende de getoonde, maar niet voor wederuitvoer bestemde monsters en stalen: .....
3. \* Bijzonderheden betreffende de niet-getoonde en niet voor latere wederuitvoer bestemde monsters en stalen: .....
4. \* Ter staving van zijn aangifte biedt ondergetekende de volgende documenten aan: .....

.....  
(Plaats)

.....  
(Datum)

.....  
(Handtekening)

\* Doorhalen wat niet van toepassing is.

**C) Douanebehandeling bij wederuitvoer**

Douanekantoor ..... (Plaats) ..... (Datum)

1. \* De hierboven aangegeven monsters en stalen zijn na vaststelling van de identiteit wederuitgevoerd.
2. \* Maatregelen, genomen met betrekking tot de getoonde, maar niet wederuitgevoerde monsters en stalen: .....
3. \* Maatregelen, genomen met betrekking tot niet-getoonde monsters en stalen, welke niet bestemd zijn om later weder te worden uitgevoerd: .....
4. \* Ingeschreven onder no. ....
5. \* Deze strook moet gezonden worden naar het douanekantoor te: .....

.....  
(Stempel)

.....  
(Handtekening)

\* Doorhalen wat niet van toepassing is.

**D) Gereserveerd voor de douane**

**Aanwijzingen betreffende het gebruik van het carnet E.C.S.**

1. De kolommen 1 tot en met 6 van de lijst van monsters en stalen op de binnenzijde van het omslag moeten door de organisatie van uitgifte worden ingevuld.
2. Indien de beschikbare ruimte van het carnet onvoldoende is voor de vermelding van alle monsters en stalen van de collectie, dienen aanvullende carnets te worden gebruikt.
3. De in de lijst te omschrijven monsters en stalen kunnen tot een of meer groepen worden samengevoegd, mits het artikel betreft van dezelfde soort en met gelijke waarde. Aan elk van de aldus te zamen vermelde monsters en stalen dient een afzonderlijk volgnummer te worden toegekend.
4. Ter vergemakkelijking en bespoediging van de douanecontrole verdient het aanbeveling dat de gebruikers van een carnet E.C.S. de monsters en stalen voorzien van het volgnummer, waaronder deze op de lijst voorkomen.
5. De houder moet het carnet leesbaar en op onuitwisbare wijze invullen.
6. Alvorens het carnet te gebruiken, moet de houder dit document met de collectie monsters en stalen, omschreven in de lijst op de binnenzijde van het omslag, op een douanekantoor van het land van vertrek tonen.
7. De lijsten van de monsters en stalen op de ommezijde van de stroken van het carnet moeten door de houder worden ingevuld in een van de talen van het land waar de lijsten zullen worden gebruikt, indien de douaneautoriteiten van dat land zulks vorderen.
8. Bij het invullen van deze lijsten moet de houder steeds voor elk van de monsters of stalen hetzelfde volgnummer aanhouden, dat voorkomt in de lijst op de binnenzijde van het omslag en een vertaling verschaffen van de in laatstbedoelde lijst vermelde omschrijvingen, indien de douaneautoriteiten het vorderen.
9. De douaneautoriteiten van enig land kunnen eisen dat de lijsten van monsters en stalen, op de ommezijde van de invoerstroken en van de wederuitvoerstroken, reeds bij de invoer beide op gelijke wijze zijn ingevuld. In dat geval dienen de op de invoerstrook vermelde monsters en stalen alle tegelijk ten wederuitvoer te worden aangeboden, zulks onder gebruikmaking van de met de invoerstrook corresponderende uitvoerstrook.
10. Verbruikte, verlopen, zomede nog geldige carnets waarvan de houder geen gebruik meer zal maken, zendt hij terug aan de organisatie van uitgifte.

D. GOEDKEURING

De Overeenkomst behoeft de goedkeuring van de Staten-Generaal ingevolge artikel 60, lid 2, van de Grondwet, alvorens te kunnen worden bekrachtigd.

E. BEKRACHTIGING

Overeenkomstig artikel XX van de Overeenkomst is een akte van bekrachtiging bij de Belgische Regering nedergelegd door:

Oostenrijk ..... 1 maart 1957

F. TOETREDING

In overeenstemming met artikel XXII, lid 2, van de Overeenkomst is een akte van toetreding bij de Belgische Regering nedergelegd door:

Spanje ..... 2 januari 1957

G. INWERKINGTREDING

Ingevolge artikel XXI, eerste lid, zullen de bepalingen van de Overeenkomst drie maanden nadat drie Staten hun akte van bekrachtiging hebben nedergelegd in werking treden.

Voor de Staten die later hun akte van bekrachtiging of van toetreding nederleggen zullen de bepalingen van de Overeenkomst ingevolge artikel XXI, lid 2, en artikel XXII, lid 3, in werking treden drie maanden na de nederlegging van de desbetreffende akte.

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, zal de Overeenkomst alleen gelden voor Nederland.

J. GEGEVENS

Van de op 7 november 1952 te Genève gesloten Internationale Overeenkomst om de invoer van handelsmonsters, handelsstalen en reclamemateriaal te vergemakkelijken, waarnaar in de preambule van de onderhavige Overeenkomst wordt verwezen, zijn tekst en vertaling opgenomen in *Trb.* 1954, 202. Zie ook *Trb.* 1955, 164.

Van het op 15 december 1950 te Brussel gesloten Verdrag houdende instelling van een Internationale Douaneraad, waarnaar in artikel I, onder g), en elders in de onderhavige Overeenkomst wordt verwezen, is de tekst opgenomen in *Trb.* 1951, 120 en de vertaling in *Trb.* 1953, 51. Zie ook *Trb.* 1956, 102.

Uitgegeven de zeventwintigste mei 1957.

*De Minister van Buitenlandse Zaken,*  
J. LUNS.